

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1785

25 juillet 2013

SOMMAIRE

52686656 S.A.	85680	Kival Spain S.C.A.	85634
AIM Luxembourg S.A.	85676	MMB S.A.	85636
AIYA International S.A.	85676	PDL Europe Subs S.à r.l.	85668
Algodeal Luxembourg S.à r.l.	85672	Pelham Crescent. S.A.	85669
Angel Finance I S.à r.l.	85676	PHM Holdco 14 S.à r.l.	85669
Apal First S.A.	85676	Pictet Funds (Europe) S.A.	85669
Apolonie S.A.	85678	Pictet Targeted Fund Management Com- pany S.A.	85669
Apolonie S.A.	85678	Pivalau S.A.	85670
ARE Deichtor S.à r.l.	85678	Progene S.A.	85670
Arietis Consulting S.A.	85679	RBS (Luxembourg) S.A.	85672
Arkadia Investments S.A.	85679	Regency Bidco S.A.	85679
Arkadia Investments S.A.	85679	Regulus	85672
Artemis Participations S.A.	85680	Rhea	85672
Avalanche S.A.	85677	Robland S.A.	85673
Avenue Investments SA	85677	Rochelux S.A., SPF	85673
BJ Services International S.à r.l.	85641	Rondo Investments S.A.	85673
Blummbesch Investissements S.A.	85637	Rosenberg S.A.	85635
Cygnus Real Estate Fund	85668	Rosinvest	85674
Dengold Overseas S.A., SPF	85637	Rospine Holdings S.A.	85674
Destock Pneus S.à r.l.	85675	Rovas S.à r.l.	85670
Dexel S.A.	85677	Société de Conteneurs et Pneus Luxem- bourgeoise S.à r.l.	85671
Direct Services S.à r.l.	85675	Société de Financement Médical et Hospi- talier	85636
DS Care S.A.	85636	Société Electrique de l'Our	85674
Eidolon	85677	Société Investissement Hurle-Vents S.A.	85674
Eifel Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	85669	Sofinim Lux	85673
European Finance Partners S.A.	85670	Station-Cristal Sarl	85672
FT Protected Growth Fund	85641	Tevorina Finance S.A.	85637
Globe Interfin S.A.	85634	Vis Capital S.A.	85680
Hoffmann Investment S.A.	85634		
ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A SICAV - FIS	85635		
International Trading and Investments Holdings S.A. Luxembourg	85637		

Globe Interfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 33.083.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 1^{er} juillet 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 26 août 2013 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013103797/795/19.

Kival Spain S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 13 août 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion de l'Associé-Gérant-Commandité;
2. Rapport du Conseil de Surveillance;
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. Décharge à l'Associé-Gérant-Commandité et au Conseil de Surveillance;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013103798/795/17.

Hoffmann Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 85.483.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 août 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur venu à échéance de M. David GIANNETTI et décharge.
7. Démission de M. Xavier SOULARD de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.

8. Nomination de Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
9. Nomination de M. Franck BETH, administrateur de sociétés, né à Roubaix (France), le 6 mai 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
10. Reconduction de M. Sébastien ANDRE dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
11. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013103800/29/30.

Rosenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.812.

Il est porté à la connaissance des actionnaires que l'Assemblée Générale Ordinaire qui a eu lieu le 11 juillet 2013 à 9 heures n'a pas pu délibérer sur le point 5 à l'ordre du jour. En effet, au moins 50% du capital social requis par la loi n'était pas présent ou représenté à cette Assemblée conformément au quorum requis par la loi.

Par conséquent, une nouvelle assemblée générale ordinaire doit être convoquée conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Messieurs les Actionnaires, sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social de la société, en date du 28 août 2013 à 9 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
2. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013103799/1004/19.

ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A SICAV - FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 132.734.

Notice is hereby given that the:

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A SICAV-FIS will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg on August 12, 2013 at 10.00 a.m. with the following Agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the auditors
2. Approval of the statements of net assets and of the statement of operations as per December 31, 2012.
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

To be admitted to the general meeting, bearer shareholders are required to deposit their securities at the headquarters and branches of ING Luxembourg and to express their attention to attend the general meeting at least five clear days before the meeting.

The Board of Managers.

Référence de publication: 2013103801/755/22.

Société de Financement Médical et Hospitalier, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 11.770.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 8 août 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes.
2. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
3. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapports du commissaire.
4. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012.
5. Affectation des résultats au 30 juin 2011 et au 30 juin 2012.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant aux exercices sous revue.
7. Décision sur la continuation de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013095592/20.

MMB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 29.898.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 10, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, le vendredi 2 août 2013 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan, comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2012;
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Elections statutaires;
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013095593/317/17.

DS Care S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 135.455.

Les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires, devant se tenir le 2 Août 2013 à 11h00 au siège social de la société avec l'agenda suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion de DS Care S.A.
2. Lecture du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012
3. Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2012
4. Affectation du résultat
5. Décharge donnée au commissaire aux comptes et aux administrateurs
6. Elections statutaires
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013097396/18.

Blummbesch Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 164.556.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 août 2013 à 09.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2013.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013098523/1023/16.

Dengold Overseas S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.796.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 2 août 2013 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la composition du Conseil d'Administration
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013098524/795/13.

Tevorina Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 31.417.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 août 2013 à 09.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013098525/1023/18.

ITI Holdings S.A., ITI Group or Grupa ITI, International Trading and Investments Holdings S.A. Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 29.742.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first day of the month of May.
Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of INTERNATIONAL TRADING AND INVESTMENTS HOLDINGS S.A. LUXEMBOURG (in abbreviation: ITI HOLDINGS S.A., ITI GROUP or GRUPA ITI), société anonyme (the "Company"), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, incorporated by deed of Maître Marc Elter, notary on 29th December 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 127 on 11th May 1989, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number R.C.S. Luxembourg B 29742. The articles of association of the Company have been amended several times, and for the last time by deed of Me Henri Hellinckx, prenamed, on 14th January 2011, published in the Mémorial number 1067 of 20 May 2011.

The meeting was presided by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Me Namik Ramic, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Magdalena Staniczek, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) All holders of outstanding shares have been duly convened in accordance with the articles of association of the Company and applicable law by convening letters sent by registered mail on 2nd May 2013.

II) The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them, are shown on an attendance list, signed by the proxyholder, chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list, together with the proxies, will be annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

III) As appears from the said attendance list, (i) twenty two million sixty-five thousand eight hundred and fifty-seven (22,065,857) shares are held by the Company in treasury so that (ii) one hundred forty-two million five hundred and ninety-nine thousand two hundred and eighty (142,599,280) shares are outstanding and one hundred thirty eight million seven hundred forty-one thousand five hundred forty-nine (138,741,549) shares are represented at the general meeting (being twelve million one hundred and fifty-one thousand and ninety-eight (12,151,098) class A shares and one hundred and twenty-six million five hundred and ninety thousand four hundred and eighty-one (126,590,481) class B shares) (of which eleven million eight hundred and thirty thousand three hundred and eighteen (11,830,318) class A shares and twenty-eight million three hundred and seventy-two thousand four hundred forty-six (28,372,446) class B shares are entitled to vote). As a consequence, this general meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out herebelow.

IV) The agenda of the meeting is as follows:

1) Decision to cancel five million two hundred and fifty-two thousand three hundred and seventy-eight (5,252,378) class A shares and sixteen million eight hundred and thirteen thousand four hundred and seventy-nine (16,813,479) class B shares, being together twenty-two million sixty-five thousand eight hundred and fifty-seven (22,065,857) shares held in treasury by the Company and to consequentially reduce the issued share capital by an amount of twenty-seven million five hundred and eighty-two thousand three hundred and twenty-one Euro and twenty-five cents (EUR 27,582,321.25), to reduce the legal reserve of the Company by an amount of two million seven hundred and fifty-eight thousand two hundred and thirty-two Euro and twelve cents (EUR 2,758,232.12) so that it represents 10% of the issued share capital post reduction, to allocate the reduction amount to the available share premium account and to further reduce or release as appropriate any reserves created in relation with the treasury shares so cancelled;

2) Decision to reduce the issued share capital of the Company by a maximum amount of one hundred and twenty three million one hundred and seventy-three thousand five hundred and eighteen Euro and seventy-five cents (EUR123,173,518.75) by the repurchase and cancellation of up to three hundred and twenty thousand seven hundred and eighty (320,780) Class A shares and up to ninety-eight million two hundred and eighteen thousand thirty-five (98,218,035) Class B shares of the Company from TOMTOM Corporation N.V., a shareholder (and indirect subsidiary) of the Company at nominal value being one Euro and twenty-five cents (EUR1.25), during a period ending 31st October 2013, midnight (24.00) Luxembourg Time within the parameters set forth above and to the extent determined by the Board of Directors, instruction and delegation of power to and authorisation of the Board of Directors to confirm and determine the conditions of the purchase(s) of shares, to implement the share purchases, cancellation of shares and reduction of share capital, confirm the final amount of the share capital reduction and number of shares to be repurchased and cancelled decided by the general meeting of shareholders, proceed to the payment of the repurchase price, cause the share capital reduction and cancellation of shares and the consequential amendment of the Articles of Association to be recorded by way of notarial deed, and generally to take any steps, actions or formalities as appropriate or useful to implement this decision of the Extraordinary General Meeting of Shareholders;

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to reduce, with immediate effect, the issued share capital by an amount of twenty-seven million five hundred and eighty-two thousand three hundred and twenty-one euro and twenty-five cents (EUR27,582,321.25) by the repurchase and cancellation of five million two hundred and fifty-two thousand three hundred and seventy-eight (5,252,378) class A shares and sixteen million eight hundred and thirteen thousand four hundred and seventy-nine (16,813,479) class B shares, being together twenty-two million sixty-five thousand eight hundred and fifty-seven

(22,065,857) shares held in treasury by the Company and to reduce the relevant reserves constituted in relation thereto as set forth in the agenda.

The meeting resolved to consequentially amend Article 5.1 of the Articles of Association to read as follows:

" **5.1.** The issued capital of the Company is set at one hundred seventy-eight million two hundred forty-nine thousand one hundred Euro (€178,249,100) represented by twelve million one hundred fifty-one thousand ninety-eight (12,151,098) Class A Shares and one hundred thirty million four hundred forty-eight thousand one hundred eighty-two (130,448,182) Class B Shares with a nominal value of one point twenty five Euro (EUR 1.25) each, all of said shares being fully paid."

Second resolution

The meeting resolved to reduce the issued share capital of the Company by a maximum amount of one hundred and twenty-three million one hundred and seventy-three thousand five hundred and eighteen Euro and seventy-five cents (EUR123,173,518.75) by the repurchase and cancellation of up to three hundred and twenty thousand seven hundred and eighty (320,780) Class A shares and up to ninety-eight million two hundred and eighteen thousand thirty-five (98,218,035) Class B shares of the Company from TOMTOM Corporation N.V., at nominal value (one Euro and twenty-five cents (EUR1.25) per share), during a period ending on 31st October 2013, midnight (24.00) Luxembourg Time within the parameters set forth above and to the extent determined by the Board of Directors.

The meeting resolved to instruct and delegate power to and authorise the Board of Directors to confirm and determine the conditions of the purchase(s) of shares, to implement the share purchases, cancellation of shares and reduction of share capital, to confirm the amount of the share capital reduction and number of shares to be repurchased and cancelled as decided by the present general meeting of shareholders, and to proceed to the payment of the repurchase price, to cause the share capital reduction and cancellation of shares and the consequential amendment of the Articles of Association to be recorded by way of notarial deed, and generally to take any steps, actions or formalities as appropriate or useful to implement the present decision of the meeting of shareholders.

There being no further business for the meeting, the same was thereupon closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent on the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 4,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in the case of divergence between the English and the French text, the English version of it will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named in the beginning of this document.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trente et unième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'INTERNATIONAL TRADING AND INVESTMENTS HOLDINGS S.A. LUXEMBOURG (en abrégé: ITI HOLDINGS S.A., ITI GROUP ou GRUPA ITI), société anonyme (la «Société»), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, constituée le 29 décembre 1988 suivant acte reçu du notaire Marc Elter, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 127 du 11 mai 1989, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B 29742. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 14 janvier 2011 suivant acte reçu de Me Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial numéro 1067 du 20 mai 2011.

L'assemblée a été présidée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

La présidente a nommé comme secrétaire Me Namik Ramic, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Me Magdalena Staniczek, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

La présidente a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) Tous les porteurs d'actions émises aux actionnaires ont été dûment convoqués conformément aux statuts de la Société et à la loi applicable par des avis de convocation envoyés par lettre recommandée le 2 mai 2013.

II) Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, figurent sur une liste de présence, signée par le mandataire, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, seront annexées au présent acte afin d'être soumises aux formalités de l'enregistrement

III) Il apparaît de ladite liste de présence que (i) vingt-deux millions soixante-cinq mille huit cent cinquante-sept (22.065.857) actions sont détenues en trésorerie par la Société de sorte que (ii) cent quarante-deux millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent quatre-vingts (142.599.280) actions sont émises et cent trente-huit million sept cent quarante-et-un mille cinq cent quarante-neuf (138.741.549) actions sont représentées à l'assemblée générale (soit douze

millions cent cinquante et un mille quatre-vingt-dix-huit (12.151.098) actions de catégorie A et cent vingt-six millions cinq cent quatre-vingt-dix mille quatre cent quatre-vingt-un (126.590.481) actions de catégorie B) (dont onze millions huit cent trente mille trois cent dix-huit (11.830.318) actions de catégorie A et vingt-huit millions trois cent soixante-douze mille quatre cent quarante-six (28.372.446) actions de catégorie B ont le droit de voter). Par conséquent, la présente assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement statuer sur l'ordre du jour énoncé ci-dessous.

IV) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Décision d'annuler cinq millions deux cent cinquante-deux mille trois cent soixante-dix-huit (5.252.378) actions de catégorie A et seize millions huit cent treize mille quatre cent soixante-dix-neuf (16.813.479) actions de catégorie B, soit un total de vingt-deux millions soixante-cinq mille huit cent cinquante-sept (22.065.857) actions propres de la Société et de réduire en conséquence le capital social émis d'un montant de vingt-sept millions cinq cent quatre-vingt-deux mille trois cent vingt et un euros et vingt-cinq cents (27.582.321,25 EUR), de réduire la réserve légale de la Société d'un montant de deux millions sept cent cinquante-huit mille deux cent trente-deux euros et douze cents (2.758.232,12 EUR) de sorte qu'elle représente 10% du capital social émis après la réduction, d'allouer le montant de la réduction à la prime d'émission disponible et d'également réduire ou libérer au besoin toute réserve créée en rapport avec les actions propres ainsi annulées;

2) Décision de réduire le capital social émis de la Société d'un montant maximal de cent vingt-trois millions cent soixante-treize mille cinq cent dix-huit euros et soixante-quinze cents (123.173.518,75 EUR) par le rachat et l'annulation de maximum trois cent vingt mille sept cent quatre-vingts (320.780) actions de Catégorie A et maximum quatre-vingt-dix-huit millions deux cent dix-huit mille trente-cinq (98.218.035) actions de Catégorie B de la Société de TOMTOM Corporation N.V., un actionnaire (et filiale indirecte) de la Société à une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 EUR) par action, pendant une période se terminant le 31 octobre 2013, à minuit (24h00) heure de Luxembourg dans les limites des paramètres énoncés ci-dessus et dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration, instruction, délégation du pouvoir et autorisation au Conseil d'Administration de confirmer et de déterminer les conditions de l'/des achat(s) d'actions, de mettre en oeuvre les achats d'actions, l'annulation d'actions et la réduction du capital social, de confirmer le montant final de la réduction du capital social et le nombre d'actions à racheter et annuler tel que décidé par l'assemblée générale des actionnaires, procéder au paiement du prix de rachat, entraîner la réduction du capital social et l'annulation d'actions et la modification en conséquence des Statuts devant être constatés par acte notarié, et de manière générale, de prendre toutes les mesures et d'effectuer les formalités nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre la présente décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé de réduire, avec effet immédiat, le capital social émis d'un montant de vingt-sept millions cinq cent quatre-vingt-deux mille trois cent vingt et un euros et vingt-cinq cents (27.582.321,25 EUR) par le rachat et l'annulation de cinq millions deux cent cinquante-deux mille trois cent soixante-dix-huit (5.252.378) actions de catégorie A et seize millions huit cent treize mille quatre cent soixante-dix-neuf (16.813.479) actions de catégorie B, soit un total de vingt-deux millions soixante-cinq mille huit cent cinquante-sept (22.065.857) actions propres de la Société et de réduire les réserves en question constituées en rapport avec les actions propres ainsi annulées tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

L'assemblée a décidé de modifier en conséquence l'article 5.1 des Statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital émis de la Société est fixé à cent soixante-dix-huit millions deux cent quarante-neuf mille cent euros (178.249.100 €) représenté par douze millions cent cinquante et un mille quatre-vingt-dix-huit (12.151.098) Actions de Catégorie A et cent trente millions quatre cent quarante-huit mille cent quatre-vingt-deux (130.448.182) Actions de Catégorie B ayant une valeur nominale d'un virgule vingt-cinq euro (1,25 EUR) chacune, toutes entièrement libérées.»

Seconde résolution

L'assemblée a décidé de réduire le capital social émis de la Société d'un montant maximum de cent vingt-trois millions cent soixante-treize mille cinq cent dix-huit euros et soixante-quinze cents (123.173.518,75 EUR) par le rachat et l'annulation de maximum trois cent vingt mille sept cent quatre-vingts (320.780) actions de Catégorie A et maximum quatre-vingt-dix-huit millions deux cent dix-huit mille trente-cinq (98.218.035) actions de Catégorie B de la Société de TOMTOM Corporation N.V., à une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 EUR), pendant une période se terminant le 31 octobre 2013, à minuit (24h00) heure de Luxembourg dans les limites des paramètres énoncés ci-dessus et dans la mesure déterminée par le Conseil d'Administration.

L'assemblée a décidé de donner instruction et déléguer le pouvoir au Conseil d'Administration et d'autoriser celui-ci à confirmer et à déterminer les conditions de l'/des achat(s) d'actions, à mettre en oeuvre les achats d'actions, l'annulation d'actions et la réduction du capital social, à confirmer le montant de la réduction du capital social et le nombre d'actions à racheter et annuler tel que décidé par la présente assemblée générale des actionnaires, et à procéder au paiement du prix de rachat, à entraîner la réduction du capital social et l'annulation d'actions et la modification en conséquence des Statuts devant être constatés par acte notarié, et de manière générale, à prendre toutes les mesures et effectuer les formalités nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre la présente décision de l'assemblée des actionnaires.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

85641

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 4.000,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. HOSS, N. RAMIC, M. STANICZEK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 juin 2013. Relation: LAC/2013/26032. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 juin 2013.

Référence de publication: 2013081895/194.

(130100941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

FT Protected Growth Fund, Fonds Commun de Placement.

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates vom 4. Juli 2013 wird der Investmentfonds "FT Protected Growth Fund" am 12. August 2013 aufgelöst.

Luxemburg, 17.07.2013.

Die Verwaltungsgesellschaft

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG

Anell / Tiburzi

Référence de publication: 2013100238/2393/10.

BJ Services International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 76.063.

COMMON DRAFT TERMS OF THE MERGER

THE BOARD OF MANAGERS / BOARD OF DIRECTORS OF:

BJ Services International S.à r.l., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered seat in Luxembourg and its registered office at 12, Rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B76063 ("BJ Lux Services"); and

Baker Hughes Finance Holdings GmbH, a limited liability company ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung") incorporated under the laws of the Republic of Austria, having its registered seat in Vienna, Austria, and its registered office at Teinfaltstraße 8, 1010 Vienna, Austria, registered with the Companies Register of the Commercial Court in Vienna under FN 288361 k ("BH Aus Finance");

Hereby agree on the following common draft terms of the merger:

BJ Lux Services and BH Aus Finance are jointly referred to as the "Merging Companies".

WHEREAS

In accordance with Article 261 and following of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended (the "Luxembourg Law") and in accordance with the Austrian Act on cross-border mergers of corporations within the European Union ("EU-VerschG"), Sec 96ff. of the Austrian Law on Limited Liability Companies ("GmbH-Gesetz") and Sec 219ff. of the Austrian Law on Stock Corporations ("AktG") (the "Austrian Acts") and the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of October 26, 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive"), the management boards of BJ Lux Services and of BH Aus Finance have together established the following common draft terms of the cross-border merger in order to specify the terms and conditions of such merger and declared that:

- BJ Lux Services has two full-time employees. BH Aus Finance has three full-time employees in its Swiss branch; BH Aus Finance does not employ any employees in Austria;

- the common draft terms of the merger will be filed with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") and published in the Luxembourg official gazette ("Memorial C, Recueil Special des Sociétés et Associations"), in accordance with Articles 262 and 9 of the Luxembourg Law;

- in accordance with Sec 8 EU-VerschG the common draft terms of the merger will be filed with the competent court and a notice according to Sec 221a Para 1 second sentence AktG, Sec 8 Para 2 EU VerschG will as well be published in the official gazette of the Wiener Zeitung;

- the financial year of BH Aus Finance runs from January 1st up to and including December 31st and the financial year of BJ Lux Services runs from January 1st up to and including December 31st ;

- in accordance with the Luxembourg Law and the Austrian Acts, BH Aus Finance will cease to exist and BJ Lux Services will acquire all the assets and all the liabilities of BH Aus Finance under universal title of succession, under the following terms and conditions;

- BH Aus Finance is, at the time of the setting up of these common draft terms, owner of 100% of the shares in Baker Hughes Treasury Services GmbH, a limited liability company ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung") incorporated under the laws of the Republic of Austria, having its registered seat in Vienna, Austria, and its registered office at TeinfaltstraBe 8, 1010 Vienna, Austria, registered with the Companies Register of the Commercial Court in Vienna under FN 302277 a. Baker Hughes Treasury Services GmbH and BH Aus Finance have entered into a merger agreement by virtue of which these two companies shall be merged (the "Domestic Merger") shortly after the publication of these common draft terms, so that at the time of the adoption of these common draft terms by the general meetings of the Merging Companies (see Paragraph 17.) and before the Effective Date (Paragraph 18.), the company Baker Hughes Treasury Services GmbH shall already have ceased to exist and all assets and liabilities of Baker Hughes Treasury Services GmbH shall have been transferred to BH Aus Finance by virtue of the Domestic Merger and the universal succession of title effected thereunder. These reorganizational steps are also described in the Tax Reorganisation Plan which is attached hereto and herewith incorporated into these common draft terms by reference as Annex B (see Paragraph 20.)

- After completion of this cross-border merger BJ Lux Services as acquiring company will be the company resulting from the cross-border merger within the meaning of Sec 1 Para 4 and Sec 5 Para 2 no. 1 EU VerschG and Article 274 of Luxembourg Law and will not change its legal form, name or statutory seat on the occasion of the cross-border merger.

1. Universal title of succession. BH Aus Finance as transferring company shall be merged into the BJ Lux Services as acquiring company pursuant to the provisions of these common draft terms through transfer of all its assets, rights, obligations and liabilities by way of universal succession of title without going into liquidation.

According to Article 274 and following of the Luxembourg Law and Sec 3 Para 2 EU-VerschG, Sec 96 ff. GmbHG, Sec 219ff AktG, at the Effective Date (as defined under paragraph 18. below), BJ Lux Services will acquire by operation of law all assets and liabilities of BH Aus Finance, being qualified as merger by absorption, such that at the Effective Date:

- all of the assets of BH Aus Finance shall be vested in BJ Lux Services and shall thereafter be the property of BJ Lux Services;

- BJ Lux Services shall be liable for all the obligations of BH Aus Finance;

- BH Aus Finance will cease to exist; and

- BH Aus Finance shall hand over to BJ Lux Services the originals of all its incorporating documents, deeds, amendments, contracts/agreements and transaction documentation of any kind, as well as the bookkeeping and related archive and any other accounting documents, titles of ownership or documentary titles of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to the assets and rights as existing as at the Effective Date.

2. Legal form, Name, Registered seat and other data of the Merging Companies.

2.1 BJ Lux Services.

BJ Services International S.à r.l. is a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered seat in Luxembourg and its registered office at 12, rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 8 76063,

Its issued share capital amounts to six hundred and five million three hundred ninety-one thousand eight hundred United States Dollars (USD 605,391,800) and is represented by six million fifty-three thousand nine hundred and eighteen (6,053,918) units of one hundred United States Dollars (USD 100) each.

Its one hundred percent (100%) shareholder is Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., a company duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered seat in Luxembourg and registered office at 12, rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under the number B 131868.

2.2 BH Aus Finance.

Baker Hughes Finance Holdings GmbH is a limited liability company ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung") incorporated under the laws of the Republic of Austria, having its registered seat in Vienna, Austria, and its registered office at TeinfaltstraBe 8, 1010 Vienna, Austria, registered with the Companies Register of the Commercial Court in Vienna under FN 288361 k.

The company has been incorporated pursuant to a deed of foundation executed on October 16, 2006 and amended in its current version according to a shareholder's meeting on November 5, 2007.

Its registered share capital amounts to thirty-five thousand Euro (EUR 35,000) which is paid in half.

Its one hundred percent (100%) shareholder is Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., a company duly incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 12, Rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under the number B131868.

2.3 Articles of Association of BJ Lux Services.

The articles of association of BJ Lux Services were notarised by a deed of M^e Gérard Lecuit, notary, then residing in Hesperange, dated May 22, 2000, published in the Luxembourg official gazette ("Memorial C Recueil des Sociétés et Associations") on September 28, 2000.

The last amendment to the articles of association of BJ Lux Services was made on September 9, 2010, published in the Luxembourg official gazette ("Memorial C Recueil des Sociétés et Associations") on November 12, 2010.

The articles of association of BJ Lux Services shall not be amended in connection with the merger between BJ Lux Services and BH Aus Finance, except in their article 5 to reflect the change of the issued capital.

The current text of, and the proposed amendment to, the articles of association of BJ Lux Services is attached to these common draft terms as Annex A according to Article 261 (4) a, of the Luxembourg Law and Sec 5 Para 2 no. 9 EU-VerschG.

3. Motives and Purposes of the merger.

3.1 Reasons for the merger.

The management boards of both BJ Lux Services and BH Aus Finance consider the merger necessary in order to rationalize the group's financing activities by consolidating the assets and liabilities currently held by their finance branches registered in Switzerland, through the formation of a new finance branch of BJ Lux Services in Zurich, Switzerland.

3.2 Expected consequences for the activities.

The business activities of BH Aus Finance will be continued unchanged by BJ Lux Services.

3.3 Explanation from a legal, economic and social point of view.

By means of the proposed merger BH Aus Finance will cease to exist and BJ Lux Services will acquire the assets and liabilities of BH Aus Finance under a universal title of succession. An important contribution to the realisation of the objects of the business of BJ Lux Services is expected from the proposed integration of the organisation of BH Aus Finance and the organisation of BJ Lux Services. Special consequences for the organisation of BJ Lux Services are not expected.

4. Conditions. In order to fulfill the above-mentioned purposes, this merger shall operate the global transfer of assets and liabilities of BH Aus Finance to BJ Lux Services, as follows:

- a. BJ Lux Services will become the owner of the assets received from BH Aus Finance, in the same conditions that they are at the date of the transfer, and registered for the same amounts as they are registered in the balance sheet of BH Aus Finance without any right of claim for any reason against BH Aus Finance;
- b. BH Aus Finance covenants to BJ Lux Services that the credits assigned through this cross-border merger are certain but do not assume any guarantee concerning the solvency of the assigned debtors;
- c. BJ Lux Services will liquidate, from the Effective Date, all the taxes, contributions, income, insurances and any others duties, ordinary or extraordinary, which are able to burden the assigned assets;
- d. BJ Lux Services will perform any agreements and appointments of any nature of BH Aus Finance existing at the Effective Date of the cross-border merger;
- e. The rights and credits existing in the assets of BH Aus Finance will be transferred to BJ Lux Services with any related fixed charges or personal guarantees. BJ Lux Services will be subrogated, without novation, on all personal and rights "in rem" of BH Aus Finance related to all assets and against any debtors, without exception, within the terms set forth in the balance;
- f. BJ Lux Services will assume any obligation and debt of any nature of BH Aus Finance, namely paying the principal and interest of any debts and obligations of any nature of BH Aus Finance;
- g. The cross-border merger is not subject to any conditions or condition subsequent, beyond those that arise from the applicable Luxembourg and Austrian laws.

5. Proposed measures in connection with the conversion of the shareholdership.

5.1. Share exchange ratio.

As a consequence of the transfer by the operation of the Luxembourg Law of all the assets and liabilities of BH Aus Finance by way of merger to BJ Lux Services, BJ Lux Services will issue to the holder of shares of BH Aus Finance, Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., existing on that day one new share of BJ Lux Services having a nominal amount of one hundred United States Dollars for the single share, representing an initial share capital of EUR 35,000, which is paid in half, of BH Aus Finance (the "Share Exchange Ratio"). No cash payments will be performed on the occasion of this cross-border merger (see also Section 5.4 below).

As a consequence of this operation on the Effective Date:

- BJ Lux Services shall increase its share capital by an amount of one hundred United States Dollars (100 USD) by the issuance of one new share having a nominal amount of one hundred United States Dollars (100 USD); the remaining balance of the assets and liabilities of BH Aus Finance is booked as a premium of BJ Lux Services;

- BJ Lux Services shall allocate to the shareholder of BH Aus Finance, Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., the newly issued share in accordance with the applicable Share Exchange Ratio; and

- BJ Lux Services shall amend article 5 of its articles of association to reflect the change of its issued share capital.

5.2 Date as from which the newly issued share shall carry the rights to participate in the profits.

The newly issued share shall be entitled to any distribution made as of the Effective Date.

5.3 Terms of the issuance of the shares in BJ Lux Services.

As a consequence of the merger, BH Aus Finance will be dissolved without liquidation, and the share representing its entire share capital will be extinguished.

Upon the Effective Date, the shareholder of BH Aus Finance shall automatically receive the newly issued share of BJ Lux Services issued according to the Share Exchange Ratio. This new issuance shall then be reflected in the shareholders register of BJ Lux Services.

The share of BH Aus Finance shall be cancelled on the Effective Date.

The valuation of the assets of BH Aus Finance will be done on the Effective Accounting Merger Date (as defined under paragraph 19. below).

5.4 No Cash Payments.

No cash payments will be performed on the occasion of this cross-border merger (Sec 5 Para 2 lit 2 EU-VerschG and Article 261 Sec 2 b) of the Luxembourg Law). According to Sec 5 Para 4 EU-VerschG, no determination regarding the offer for additional cash payments to any objecting shareholder is required, as all shareholders waived their right in this regard.

6. Treatment of special rights. Neither BJ Lux Services nor BH Aus Finance have shareholders enjoying special rights within the meaning of Sec 5 Para 2 lit 7 EU-VerschG, Article 261 Sec 2 f) of the Luxembourg Law such as profit distribution or share subscription rights or holders of securities other than shares in the capital of the company. In particular, no special rights within the meaning of Sec 5 Para 2 lit 7 EU-VerschG, Article 261 § 2 f) of the Luxembourg Law, will be granted to individual shareholders in connection with the present merger. Consequently, there are no special measures within the meaning of this provisions intended, proposed or planned.

7. Special advantages or benefits. No special advantages or benefits within the meaning of Sec 5 Para 2 no. 8 EU-VerschG, Article 261 § 2 g) of the Luxembourg Law, will be granted to the auditors or an expert examining the cross-border merger, or to members of administrative, management, supervisory or controlling boards of any of the Merging Companies. In particular, no such benefits will be granted in connection with the present merger.

8. Repercussions of the cross border merger on employment. According to Sec 5 Para 2 no. 4 EU-VerschG and Article 261 (4) b, of the Luxembourg Law, it is stated, that the cross-border merger will have no consequences on employees of neither BJ Lux Services nor BH Aus Finance. There is no intention to reduce or reallocate personnel or to restructure or reallocate any activities of the Merging Companies as a direct consequence of the cross-border merger. In particular employment contracts with the BH Aus Finance's employees will continue with BJ Lux Services as employer (Beschäftigungslage) under the same terms and conditions applicable before the cross-border merger (Beschäftigungsbedingungen).

9. Information on the procedures by which arrangements for the involvement of employees in the definition of their rights to participation in BJ Lux Services are determined. The information on the procedures, by which arrangements for the involvement of employees in the definition of their rights to participation in the Merging Companies are determined as referred to in Article 261 (4) c of the Luxembourg Law, Sec 5 Para 2 no. 10 EU-VerschG, is not relevant since neither BJ Lux Services nor BH Aus Finance employ employees in the scope of their respective jurisdictions.

As BH Aus Finance does not employ any employees in Austria, but only in its Swiss branch, there are no employees of BH Aus Finance having participation rights under the jurisdiction of Austria (principle of territoriality of works constitutions laws).

Therefore, the cross-border merger does have no effect on employees' rights of participation for employees of BH Aus Finance and therefore negotiations on arrangements for the involvement of employees as stated in Sec 5 Para 2 no. 10 EU-VerschG were unnecessary and therefore not initiated.

10. Information on the valuation of the assets and liabilities which are transferred to BJ Lux Services. For accounting purposes, the assets and liabilities of BH Aus Finance will be valued and booked in the balance sheet of BJ Lux Services at book value as at the Effective Accounting Merger Date (as defined under Paragraph 19. below), as referred to in Art. 261 (4) d of the Luxembourg Law,

11. Dates of the Merging Companies' annual accounts of assets and liabilities used to establish the conditions of the cross border merger. The conditions of the cross border merger have been determined by reference to:

- the annual accounts as of December 31st, 2012 as (including the balance sheet, the profit and loss statements) of BJ Lux Services, as per Article 261 (4) e of the Luxembourg Law and as per Sec 5 Para 2 no. 12 EU-VerschG;
- the annual accounts as of December 31st, 2012 (including the balance sheet, notes, the profit and loss statements) of BH Aus Finance, as per Article 261 (4) e of the Luxembourg Law and as per Sec 5 Para 2 no. 12 EU-VerschG.

12. Creditors' claims.

12.1 The creditors of BJ Lux Services and BH Aus Finance will not be affected by the cross-border merger.

12.2 According to Article 268 of the Luxembourg Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the deeds recording the merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months after publication to the competent court to obtain adequate safeguard of collateral for any matured and unmatured debts, where the merger would make such protection necessary.

12.3 Creditors of BH Aus Finance have the rights according to Sec 13 EU-VerschG, in particular to demand in writing securities within a period of two months following the day from publishing of the common draft terms for their claims coming into existence until that point, in as much they cannot: demand settlement.

13. Availability of the merger documentation at the registered offices of the Merging Companies. The documents referred to in Article 267 (1) a, b, c and d of the Luxembourg Law and Sec 8 EU-VerschG, Sec 97 GmbHG, Sec 221a Para 2 AktG, in particular:

- the common draft terms of the merger;
 - the annual accounts and the management report for the last three financial years (2010, 2011 and 2012) of BJ Lux Services and BH Aus Finance;
 - the explanatory reports of the management boards of the Merging Companies;
- will be made available for the inspection of the shareholder(s) and employees at the registered offices of the Merging Companies. In addition it is noted that the sole shareholder of BH Aus Finance has waived the rights for holding available and transmission of this merger documentation by written waiver declaration.

According to Article 266 (5) of the Luxembourg Law and Sec 7 Para 1 EU-VerschG, Sec 100 Para 2 GmbHG and Sec 220b, 232 Para 2 AktG, neither an examination of the common draft terms of the merger by independent experts nor an expert report is required since the shareholders of the Merging Companies have so agreed respectively waived their rights in this regard. According to Article 267 (1) of the Luxembourg Law the shareholder of BJ Lux Services agreed to waive its right for an accounting statement as provided by point c of the said article.

14. Intentions involving continuance or Termination of activities. The activities of BH Aus Finance, as referred to in Sec 2 of its deed of foundation, will be continued unchanged in all material respects and on the same basis by BJ Lux Services.

15. Intentions with regard to the composition of the management board of BJ Lux Services after the cross-border merger. The present composition of the management board of BJ Lux Services, being as follows:

- Mr. Marc FEIDER, born in Luxembourg, on October 5, 1958, residing professionally at 33, Avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr. Alexander L. PENG, born in China, on May 20, 1971, residing professionally at 2929, Allen Parkway, étage Suite 2100, USA - 77019 Houston, Texas, and
 - Mrs. Constanza GUTHIER-BROWN, born in Germany, on April 18, 1964, residing professionally at 12, rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- will remain in place unchanged pursuant to the cross-border merger.

16. Perfection condition of the common draft terms of the merger. The board of managers / board of directors of the Merging Companies approved this common draft terms of the merger.

17. Approval of the resolution to effect the cross-border merger. The resolution to merge will be adopted by the general meetings of shareholders of the Merging Companies and is not subject to any approval by another corporate body of any of the Merging Companies or by any other third party.

18. Effective date of the merger. The cross-border merger shall take effect on the day on which the minutes of the extraordinary general meeting of BJ Lux Services approving the merger will be published in the "Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations" of Luxembourg (the "Effective Date").

19. Effective Accounting Merger Date. The effective accounting merger date within the meaning of Sec 5 Para 2 lit 6 EU-VerschG, Article 261 (2) e) of the Luxembourg Law and Article 5 (1) Directive shall be December 31st, 2012 (the "Effective Accounting Merger Date").

From the expiry of the Effective Accounting Merger Date (December 31st, E, 2012, 24.00), respectively from the beginning of the following day (January 2013, 00.00), all transactions of BH Aus Finance will be treated as being those of BJ Lux Services. This applies also for income tax purposes.

20. Tax Reorganisation Plan. The cross-border merger according to these common draft terms is effected in execution of a reorganisation of the Baker Hughes group, involving several reorganisational steps. These steps are defined in a Tax Reorganisation Plan. Before execution of these common draft terms, all companies of the Baker Hughes group being affected by these reorganizational steps, and among these the Merging Companies, have set up and executed a Tax Reorganisation Plan according to Art 39 Austrian Tax Reorganisation Act (UmgrStG) which is attached as Annex B as a copy to these common draft terms.

21. Costs. The costs of these common draft terms and its execution shall be borne by BJ Lux Services. In case the cross-border merger will not become effective, BJ Lux Services shall bear the costs of all parties in connection with the preparation and implementation of this merger as well as in connection with the common draft terms.

22. Miscellaneous. Should any provision of these common draft terms be or become ineffective, impracticable or unenforceable, the effectiveness of the other provisions shall remain unaffected. Instead, the parties hereby undertake to replace the ineffective, impracticable or unenforceable provision by a provision which comes as close as legally possible to what the Merging Companies intended from an economic point of view in accordance with the content and purpose of the ineffective, impracticable or unenforceable provision. The same shall apply to any omissions.

Exclusive place of jurisdiction for all claims arising from or in connection with these common draft terms shall be the legal seat of BJ Lux Services to the extent permissible by law.

In case of any discrepancies between the wording of these common draft terms in the English and German language, the English version prevails.

BJ Services International S.à r.l. / Baker Hughes Finance Holdings GmbH
Represented by Greindl & Köck Rechtsanwälte GmbH / Represented by Greindl & Köck Rechtsanwälte GmbH
Dr. Georg Greindl

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

Die GESCHÄFTSFÜHRUNG jeweils der

BJ Services International S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("Société à responsabilité limitée"), die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg errichtet wurde, mit dem Sitz in Luxemburg und der Geschäftsanschrift in 12, Rue Jean-Enging, L-1466 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Commercial Luxembourg unter der Nummer B76063 ("BJ Lux Services"); und

Baker Hughes Finance Holdings GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die nach österreichischem Recht errichtet wurde, mit dem Sitz in Wien, Österreich, und der Geschäftsanschrift in Teinfaltstraße 8, 1010 Wien, Österreich, eingetragen im Firmenbuch des Handelsgerichts Wien unter FN 288361 k ("BH Aus Finance");

vereinbaren hiermit den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan:

BJ Lux Services und BH Aus Finance werden gemeinsam als die "verschmelzenden Gesellschaften" bezeichnet.

PRÄAMBEL

Gemäß Artikel 261ff des Luxemburgischen Gesetzes vom 10.08.1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (das "Luxemburger Gesetz") und gemäß dem österreichischen Gesetz über die grenzüberschreitende Verschmelzung von Kapitalgesellschaften in der Europäischen Union ("EU-VerschG"), §§ 96ff des österreichischen Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung ("GmbH-Gesetz") und §§ 219ff des österreichischen Gesetzes über Aktiengesellschaften ("AktG") (zusammen die "österreichischen Gesetze") und der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26.10.2005 über die grenzüberschreitende Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten (die "Richtlinie"), haben die Geschäftsführungen der BJ Lux Services und der BH Aus Finance zusammen den folgenden gemeinsamen Plan für die grenzüberschreitende Verschmelzung zur Festlegung der Bedingungen dieser Verschmelzung beschlossen, und erklären dazu:

- BJ Lux Services hat zwei Vollzeit-Arbeitnehmer. BH Aus Finance hat drei Vollzeit-Arbeitnehmer in ihrer Schweizer Zweigniederlassung. BH Aus Finance beschäftigt keine Arbeitnehmer in Österreich;

- Der gemeinsame Verschmelzungsplan wird beim Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister ("Registre de Commerce et des Sociétés") angemeldet und im Luxemburgischen Amtsblatt ("Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations"), gemäß Artikel 262 und 9 des Luxemburger Gesetzes veröffentlicht;

- Gemäß § 8 EU-VerschG wird der gemeinsame Verschmelzungsplan beim zuständigen Gericht eingereicht und ein Hinweis auf die Einreichung gemäß § 221a Abs. 1 zweiter Satz AktG, § 8 Abs 2 EU-VerschG auch im Amtsblatt der Wiener Zeitung veröffentlicht werden;

- Das Geschäftsjahr der BH Aus Finance läuft jeweils vom 01.01. bis einschließlich 31.12. und das Geschäftsjahr BJ Lux Services läuft jeweils vom 01.01. bis einschließlich 31.12.;

- Gemäß dem Luxemburger Gesetz und den österreichischen Gesetzen geht BH Aus Finance unter und BJ Lux Services wird das gesamte Vermögen und alle Verbindlichkeiten der BH Aus Finance unter Gesamtrechtsnachfolge erwerben, gemäß den folgenden Bestimmungen;

- BH Aus Finance ist, zum Zeitpunkt der Aufstellung dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans, 100%ige Eigentümerin des einzigen Geschäftsanteils an der Baker Hughes Treasury Services GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die nach österreichischem Recht errichtet wurde, mit dem Sitz Wien, Österreich, und der Geschäftsanschrift in Teinfaltstraße 8, 1010 Wien, Österreich, eingetragen im Firmenbuch des Handelsgerichts Wien unter FN 302277 a. Baker Hughes Treasury Services GmbH und BH Aus Finance haben einen Verschmelzungsvertrag abgeschlossen, durch welchen diese beide Gesellschaften kurz nach Veröffentlichung dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans verschmolzen sein werden (die „Inlandsverschmelzung“), sodass zum Zeitpunkt des Beschlusses der Generalversammlungen der verschmelzenden Gesellschaften zu diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan (siehe Artikel 17.) und vor dem Wirksamkeitstag (Artikel 18.), die Baker Hughes Treasury Services GmbH bereits gelöscht sein und alle ihre Aktiva und Passiva bereits auf die BH Aus Finance im Wege der Inlandsverschmelzung und der damit verbundenen Gesamtrechtsnachfolge übergegangen sein werden. Diese Umgründungsschritte sind auch im Umgründungsplan beschrieben, der als Anhang B angefügt ist und hiermit durch Verweis zum Inhalt dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans wird (siehe Artikel 20).

- Die BJ Lux Services als übernehmende Gesellschaft wird nach Durchführung der grenzüberschreitenden Verschmelzung die aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehende Gesellschaft im Sinne von § 1 Abs 4 und § 5 Abs 2 Z 1 EU-VerschG sowie Art 274 des Luxemburger Gesetzes sein und wird anlässlich der grenzüberschreitenden Verschmelzung ihre Rechtsform, ihre Firma und ihren Sitz nicht verändern.

1. Gesamtrechtsnachfolge. BH Aus Finance als übertragende Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans durch Übertragung aller ihrer Vermögensbestandteile, Rechte, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten auf BJ Lux Services als übernehmende Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge und unter Verzicht auf die Liquidation verschmolzen.

Gemäß Artikel 274ff des Luxemburger Gesetzes und gemäß § 3 Abs 2 EU-VerschG, §§ 96ff GmbHG und §§ 219ff AktG erwirbt BJ Lux Services kraft Gesetzes zum Wirksamkeitstag (wie unter Punkt 18. unten definiert) sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance im Wege einer Verschmelzung durch Aufnahme, so dass mit dem Wirksamkeitstag:

- alle Vermögenswerte der BH Aus Finance auf BJ Lux Services übertragen werden und folglich im Eigentum von BJ Lux Services stehen;
- BJ Lux Services für alle Verpflichtungen von BH Aus Finance haftet;
- BH Aus Finance untergeht, und
- BH Aus Finance an BJ Lux Services die Originale aller ihrer Gründungsdokumente, Urkunden, Ergänzungen, Verträge, Vereinbarungen und Geschäftspapiere jeglicher Art, sowie Unterlagen der Buchführung und damit verbundene Archive und alle anderen Rechnungslegungsunterlagen, Eigentumstitel oder sonstige Eigentumsnachweise an Vermögenswerten, Unterlagen über getätigte Geschäfte, Wertpapiere und Verträge, Archive, Belege und alle andere Dokumente, die im Zusammenhang mit den Vermögenswerten und Rechten stehen, übergibt, wie sie am Wirksamkeitstag bestehen.

2. Rechtsform, Firma, Sitz und weitere Angaben der Verschmelzenden Gesellschaften.

2.1 BJ Lux Services.

BJ Services International S.à r.l. ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Société à responsabilité limitée), die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg errichtet wurde, mit dem Sitz in Luxemburg und der Geschäftsanschrift in 12, Rue Jean-Engling, L-1466 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Commercial Luxembourg unter der Nummer B 76063.

Ihr Grundkapital beträgt sechshundertundfünf Millionen dreihunderteinundneunzig tausend achthundert US-Dollar (USD 605.391.800,-) und ist in sechs Millionen dreiundfünfzig tausend neunhundertachtzehn (6.053.918) Anteile zu je hundert US-Dollar (USD 100,-) aufgeteilt.

Ihre alleinige Gesellschafterin ist die Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg ordnungsgemäß errichtete und bestehende Gesellschaft mit dem Sitz in Luxemburg und der Geschäftsanschrift in 12, rue Jean-Engling, L-1466 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg ("Registre de Commerce et des Sociétés") unter der Nummer B 131868.

2.2 BH Aus Finance.

Baker Hughes Finance Holdings GmbH ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („Gesellschaft mit beschränkter Haftung“), die nach österreichischem Recht errichtet wurde, mit dem Sitz in Wien, Österreich, und der Geschäftsanschrift in Teinfaltstraße 8, 1010 Wien, Österreich, eingetragen im Firmenbuch des Handelsgerichts Wien unter FN 288361 k.

Die Gesellschaft wurde gemäß Errichtungserklärung vom 16.10.2006 errichtet, die zuletzt mit Generalversammlungsbeschluss vom 05.11.2007 geändert wurde (aktuelle Fassung).

Ihr Stammkapital beträgt fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) und ist zur Hälfte einbezahlt.

Ihre alleinige Gesellschafterin ist Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg ordnungsgemäß errichtete und bestehende Gesellschaft mit dem Sitz in Luxemburg und der Geschäftsanschrift

in 12, Rue Jean-Engling, L-1466 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg ("Registre de Commerce et des Sociétés") unter der Nummer B 131868.

2.3 Gesellschaftsvertrag der BJ Lux Services.

Der Gesellschaftsvertrag der BJ Lux Services wurde durch den Notar Me Gérard Lecuit, mit dem Amtssitz in Hespérange, mit Akt vom 22.05.2000 notariell beglaubigt und am 28.09.2000 im Luxemburger Amtsblatt ("Memorial C Recueil des Sociétés et Associations") veröffentlicht.

Die letzte Änderung des Gesellschaftsvertrags der BJ Lux Services wurde am 09.09.2010 vorgenommen und am 12.11.2010 im Luxemburger Amtsblatt ("Memorial C Recueil des Sociétés et Associations") veröffentlicht.

Der Gesellschaftsvertrag der BJ Lux Services soll in Zusammenhang mit der Verschmelzung zwischen BJ Lux Services und BH Aus Finance nicht geändert werden, ausgenommen in dessen Artikel 5, aufgrund der geplanten Änderung des Stammkapitals.

Gemäß Artikel 261 (4) a des Luxemburger Gesetzes und § 5 Abs 2 Z 9 EU-VerschG sind die aktuelle Fassung sowie die vorgeschlagenen Änderungen des Gesellschaftsvertrags der BJ Lux Services diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan als Anhang A beigelegt.

3. Gründe und Zweck der Verschmelzung.

3.1. Gründe für die Verschmelzung.

Die Geschäftsführung sowohl der BJ Lux Services als auch der BH Aus Finance betrachten die beabsichtigte Verschmelzung als erforderlich, um die Finanzierungstätigkeiten der Unternehmensgruppe zurationalisieren, indem das Vermögen und die Verbindlichkeiten ihrer derzeit in der Schweiz ansässigen Finanzierungszweigniederlassungen in einer neuen Zweigniederlassung der BJ Lux Services in Zürich, Schweiz, konsolidiert werden.

3.2 Voraussichtliche Folgen für die Geschäftstätigkeit.

Die Geschäftstätigkeit der BH Aus Finance wird durch BJ Lux Services unverändert fortgeführt werden.

3.3. Ausführungen aus rechtlicher, wirtschaftlicher und sozialer Betrachtungsweise.

BH Aus Finance wird nach Durchführung der geplanten Verschmelzung untergehen und BJ Lux Services wird alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance im Wege der Gesamtrechtsnachfolge erwerben. Durch den vorgeschlagenen Zusammenschluss der Unternehmen der BH Aus Finance und der BJ Lux Services wird ein wesentlicher Beitrag zur Verwirklichung des Unternehmenszwecks der BJ Lux Services erwartet. Besondere Auswirkungen für die Organisation der BJ Lux Services sind nicht zu erwarten.

4. Bedingungen. Um die oben genannten Zwecke zu erreichen, soll durch diese Verschmelzung die umfassende Übertragung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance auf die BJ Lux Services, wie folgt ausgeführt werden:

- a. BJ Lux Services wird neue Eigentümerin aller von BH Aus Finance übertragenen Vermögenswerte, zu den gleichen Bedingungen wie sie zum Zeitpunkt der Übertragung bestanden und angesetzt zu den Werten, wie sie in der Bilanz der BH Aus Finance angesetzt waren, ohne jedwede weiteren Ansprüche gegen BH Aus Finance aus welchen Gründen immer;
- b. BH Aus Finance sagt BJ Lux Services zu, dass die durch diese grenzüberschreitende Verschmelzung abgetretenen Forderungen gültig bestehen, übernimmt aber keine Garantie für die Zahlungsfähigkeit der übertragenen Schuldner;
- c. Ab dem Wirksamkeitstag wird BJ Lux Services alle Steuern, Beiträge, Einnahmen, Versicherungen und alle anderen ordentlichen oder außerordentlichen Abgaben tragen, die das übertragene Vermögen belasten können;
- d. BJ Lux Services wird ab dem Wirksamkeitstag der grenzüberschreitenden Verschmelzung jegliche Vereinbarungen und Abreden von BH Aus Finance erfüllen;
- e. Die zum Vermögen der BH Aus Finance gehörenden Rechte und Verbindlichkeiten werden auf BJ Lux Services mit allen damit verbundenen Kosten oder persönlichen Sicherheiten übertragen. BJ Lux Services wird ohne Novation ausnahmslos in alle persönlichen Rechte und Sachenrechte der BH Aus Finance eintreten, die in Zusammenhang mit dem übertragenen Vermögen und allen Schuldnern stehen, so wie sie in der Bilanz angeführt sind;
- f. BJ Lux Services übernimmt von BH Aus Finance alle deren Verpflichtungen und Verbindlichkeiten jeglicher Art, und dabei insbesondere die Zahlung des Kapitals und der Zinsen der Verbindlichkeiten sowie Verpflichtungen jeglicher Art;
- g. Die grenzüberschreitende Verschmelzung unterliegt keinen weiteren oder auflösenden Bedingungen, die über die durch die anwendbaren Luxemburger und österreichischen Gesetze bestimmten Bedingungen hinausgehen.

5. Vorgeschlagene Maßnahmen betreffend den Tausch der Anteile.

5.1 Umtauschverhältnis.

Als Folge der Übertragung aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance im Wege der Verschmelzung auf BJ Lux Services wird BJ Lux Services aufgrund des Luxemburger Gesetzes an die gegenwärtige Gesellschafterin der BH Aus Finance, Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., einen neuen Anteil an BJ Lux Services im Nennbetrag von einhundert United States Dollars für den alleinigen Geschäftsanteil an BH Aus Finance, der einer Stammeinlage von EUR 35.000,- entspricht, die zur Hälfte einbezahlt ist, ausgeben (das "Umtauschverhältnis"). Bare Zuzahlungen erfolgen anlässlich dieser grenzüberschreitenden Verschmelzung nicht (siehe auch Punkt 5.4 unten).

Als Folge dieses Vorganges wird am Wirksamkeitstag:

- BJ Lux Services ihr Stammkapital um einen Betrag von einhundert US-Dollar (USD 100,-) durch die Ausgabe eines neuen Geschäftsanteils mit einem Nennbetrag von einhundert US-Dollar (USD 100,-) erhöhen, der Restbetrag des verbleibenden Gegenwerts der Aktiva und Passiva der BH Aus Finance wird in die Kapitalrücklage gebucht;

- BJ Lux Services wird dem Gesellschafter der BH Aus Finance, Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., den neu ausgegebenen Anteil in Übereinstimmung mit dem genannten Umtauschverhältnis zuteilen; und

- BJ Lux Services wird Artikel 5 des Gesellschaftsvertrags ändern, um diesen an die Änderung des ausgegebenen Stammkapitals anzupassen.

5.2 Zeitpunkt, von dem an der neu ausgegebene Anteil einen Gewinnanspruch gewährt.

Der neu ausgegebene Anteil gewährt ab dem Wirksamkeitstag das Recht auf Gewinnausschüttungen.

5.3 Die Bedingungen der Gewährung der Anteile an BJ Lux Services.

Als Folge der Verschmelzung wird BH Aus Finance ohne Liquidation aufgelöst und der Geschäftsanteil, der ihr gesamtes Stammkapital repräsentiert, erlischt.

Am Wirksamkeitstag wird der Gesellschafter der BH Aus Finance automatisch die neu entsprechend dem Umtauschverhältnis ausgegebenen Anteile an BJ Lux Services erhalten. Diese Anteilsgewährung soll anschließend im Gesellschafterverzeichnis der BJ Lux Services entsprechend eingetragen werden.

Der Geschäftsanteil der BH Aus Finance erlischt am Wirksamkeitstag.

Die Bewertung des Vermögens der BH Aus Finance wird zum Verschmelzungstichtag (wie unter Punkt 19. unten definiert) erfolgen.

5.4 Keine baren Zuzahlungen.

Anlässlich dieser grenzüberschreitenden Verschmelzung erfolgen keine baren Zuzahlungen (§ 5 Abs 2 Z 2 EU-VerschG und Artikel 261 § 2 b) des Luxemburger Gesetzes). Gemäß § 5 Abs 4 EU-VerschG sind keine Angaben zur Barabfindung, die einem widersprechenden Gesellschafter angeboten wird, erforderlich, weil alle Gesellschafter darauf verzichtet haben.

6. Behandlung besonderer Rechte. Weder BJ Lux Services noch die BH Aus Finance hat Gesellschafter, die mit Sonderrechten im Sinne des § 5 Abs. 2 lit 7 EU-VerschG, Artikel 261 § 2 f) des Luxemburger Gesetzes (Art 5 lit g der Richtlinie) wie etwa Genussrechten oder Bezugsrechten ausgestattet sind, oder Inhaber von anderen Wertpapieren als Gesellschaftsanteilen. Insbesondere werden in Zusammenhang mit dieser grenzüberschreitenden Verschmelzung einzelnen Gesellschaftern keine Sonderrechte im Sinne des § 5 Abs. 2 lit 7 EU-VerschG, Artikel 261 § 2 f) des Luxemburger Gesetzes (Art 5 lit g der Richtlinie), gewährt werden. Es sind daher keine besonderen Maßnahmen im Sinne dieser Bestimmungen beabsichtigt, vorgeschlagen oder geplant.

7. Besondere Vorteile oder Leistungen. Es werden keine besonderen Vorteile oder Leistungen im Sinne von § 5 Abs 2 Z 8 EU-VerschG und Artikel 261 § 2 g) des Luxemburger Gesetzes (Art 5 lit h der Richtlinie) an einen Abschlussprüfer der Gesellschaften oder einen Verschmelzungsprüfer oder an Mitglieder der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgane der verschmelzenden Gesellschaften, gewährt. Insbesondere werden keine solchen Leistungen im Zusammenhang mit der vorliegenden Verschmelzung gewährt werden.

8. Auswirkungen der grenzüberschreitenden Verschmelzung auf die Beschäftigung. Gemäß § 5 Abs 2 Z 4 EU-VerschG und Artikel 261 (4) b) des Luxemburger Gesetzes wird festgehalten, dass die grenzüberschreitende Verschmelzung keine Auswirkungen auf die Arbeitnehmer weder von BJ Lux Services noch von BH Aus Finance hat. Es besteht keine Absicht, im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Verschmelzung eine Reduktion oder Versetzung von Personal bzw. eine Neugliederung oder Verlagerung der unternehmerischen Tätigkeit der verschmelzenden Gesellschaften vorzunehmen. Insbesondere werden Dienstverträge von Arbeitnehmern (Beschäftigungslage) der BH Aus Finance unter Beibehaltung ihrer gegenwärtigen Rechte und Bedingungen von BJ Lux Services fortgeführt (Beschäftigungsbedingungen).

9. Angaben zum Verfahren gemäß dem die Einzelheiten über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte an BJ Lux Services geregelt werden. Die Angaben gemäß Artikel 261 (4) c) des Luxemburger Gesetzes und § 5 Abs 2 Z 10 EU-VerschG zu dem Verfahren, nach dem die Einzelheiten über die Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in den verschmelzenden Gesellschaften geregelt werden, können entfallen, da weder BJ Lux Services noch BH Aus Finance Arbeitnehmer im Geltungsbereich ihrer jeweiligen Rechtsordnung beschäftigen.

Da BH Aus Finance keine Arbeitnehmer in Österreich beschäftigt, sondern nur in ihrer Schweizer Zweigniederlassung, kommen den Arbeitnehmern der BH Aus Finance keine Mitbestimmungsrechte nach Österreichischem Recht zu (Territorialitätsprinzip des Betriebsverfassungsrechts).

Die grenzüberschreitende Verschmelzung wirkt sich folglich nicht auf Mitbestimmungsrechte von Arbeitnehmern der BH Aus Finance aus. Verhandlungen über die Festlegung von Mitbestimmungsrechten der Arbeitnehmer gemäß § 5 Abs 2 Z 10 EU-VerschG waren folglich entbehrlich und wurden daher nicht aufgenommen.

10. Informationen über die Bewertung der Aktiva und Passiva, die an BJ Lux Services übertragen werden. Für die Zwecke der Rechnungslegung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance mit dem Buchwert zum Verschmelzungstichtag (gemäß nachstehendem Punkt 19) bewertet und in die Bilanz der BJ Lux Services eingebucht (Artikel 261 (4) d) des Luxemburger Gesetzes).

11. Stichtag der Jahresabschlüsse der an der Verschmelzung verschmelzenden Gesellschaften, die zur Festlegung der Bedingungen der grenzüberschreitenden Verschmelzung verwendet werden. Die Bedingungen der grenzüberschreitenden Verschmelzung werden festgelegt anhand:

- des Jahresabschlusses zum 31.12.2012 (einschließlich Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung) der BJ Lux Services, gemäß Artikel 261 (4) e des Luxemburger Gesetzes und § 5 Abs. 2 Z 12 EU-VerschG;
- des Jahresabschlusses (einschließlich Bilanz, Anhang und Gewinn- und Verlustrechnung) der BH Aus Finance zum 31.12.2012 gemäß Artikel 261 (4) e des Luxemburger Gesetzes und gemäß § 5 Abs. 2 Z 12 EU-VerschG.

12. Forderungen von Gläubigern.

12.1 Die Gläubiger der BJ Lux Services und BN Aus Finance werden nicht von der grenzüberschreitenden Verschmelzung betroffen sein.

12.2 Gemäß Artikel 268 des Luxemburger Gesetzes können Gläubiger der verschmelzenden Gesellschaften, deren Forderungen vor dem Zeitpunkt der Veröffentlichung der Verschmelzungsdokumente begründet sind, ungeachtet gegenteiliger Vereinbarungen, innerhalb von zwei Monaten nach Veröffentlichung beim zuständigen Gericht eine angemessene Sicherstellung für alle fälligen und nicht fälligen Forderungen beantragen, falls aufgrund der Verschmelzung ein solcher Schutz notwendig werden sollte.

12.3 Den Gläubigern der BH Aus Finance stehen die Rechte gemäß § 13 EU-VerschG zu, insbesondere sich innerhalb von zwei Monaten nach dem Tag der Bekanntmachung des gemeinsamen Verschmelzungsplanes schriftlich bei der übertragenden Gesellschaft zu melden und für bis dahin entstehende Forderungen Sicherheitsleistung zu fordern, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können.

13. Bereitstellung der Verschmelzungsdokumente am Sitz der verschmelzenden Gesellschaften. Die Unterlagen gemäß Artikel 267 (1) a, b, c und d des Luxemburger Gesetzes und gemäß §8 EU-VerschG, § 97 GmbHG, § 221a Abs. 2 AktG, insbesondere:

- der gemeinsame Verschmelzungsplan;
- die Jahresabschlüsse und der Lagebericht für die letzten drei Geschäftsjahre (2010, 2011 und 2012) von BJ Lux Services und BH Aus Finance;
- die Berichte der Geschäftsführung der verschmelzenden Gesellschaften;

werden den Gesellschaftern und Arbeitnehmern am Sitz der verschmelzenden Gesellschaften zur Einsichtnahme bereitgestellt werden. Darüber hinaus wird festgestellt, dass der Alleingesellschafter der BH Aus Finance auf die Rechte auf Bereitstellung und Übersendung der Verschmelzungsdokumente mit schriftlicher Verzichtserklärung verzichtet hat.

Gemäß Artikel 266 (5) des Luxemburger Gesetzes und § 7 Abs 1 EU-VerschG, § 100 Abs 2 GmbHG und §§ 220b, 232 Abs. 2 AktG, ist weder eine Prüfung des gemeinsamen Verschmelzungsplans durch unabhängige Verschmelzungsprüfer noch ein Prüfbericht erforderlich, da die Gesellschafter der verschmelzenden Gesellschaften sich darauf geeinigt beziehungsweise darauf verzichtet haben. Gemäß Artikel 267 (1) des Luxemburger Gesetzes hat die Gesellschafterin der BJ Lux Services auf ihr Recht auf Erstellung eines Rechnungsabschlusses gemäß lit c. dieser Bestimmung verzichtet.

14. Absichten bezüglich der Fortsetzung oder Beendigung der Geschäftstätigkeit. Die Geschäftstätigkeit der BH Aus Finance, auf die in § 2 ihrer Errichtungserklärung Bezug genommen wird, werden in allen wesentlichen Belangen und auf der gleichen Grundlage von BJ Lux Services unverändert fortgesetzt.

15. Absichten im Hinblick auf die Zusammensetzung der Geschäftsführung der BJ Lux Services nach der grenzüberschreitenden Verschmelzung. Die Geschäftsführung der BJ Lux Services besteht derzeit aus folgenden Personen:

- Herr Marc FEIDER, geb. 05.10.1958 in Luxemburg, mit der Geschäftsanschrift in 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
- Herr Alexander L. PENG, geb. 20.05.1971 in China, mit der Geschäftsanschrift in 2929, Allen Parkway, etage Suite 2100, USA - 77019 Houston, Texas, und
- Frau Constanze GUTHIER-BROWN, geb. 18.04.1964 in Deutschland, mit der Geschäftsanschrift in 12, rue Jean-Engling, L-1466 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

und wird im Zuge der Durchführung der grenzüberschreitenden Verschmelzung unverändert im Amt bleiben.

16. Wirksam werden des gemeinsamen Verschmelzungsplans. Die Geschäftsführung bzw. der Vorstand der verschmelzenden Gesellschaften haben diesen gemeinsamen Verschmelzungsplan genehmigt.

17. Zustimmung zum Beschluss, um die grenzüberschreitende Verschmelzung zu bewirken. Die Gesellschafter der verschmelzenden Gesellschaften werden durch Beschlussfassung in den jeweiligen Generalversammlungen über die grenzüberschreitende Verschmelzung beschließen. Es ist keine Genehmigung eines anderen Organs einer der verschmelzenden Gesellschaften oder eines Dritten erforderlich.

18. Wirksamkeitstag der Verschmelzung. Die grenzüberschreitende Verschmelzung wird an dem Tag, an dem das Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung der BJ Lux Services betreffend die Genehmigung der Verschmelzung im Amtsblatt von Luxemburg ("Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations") veröffentlicht wird (der "Wirksamkeitstag"), rechtswirksam.

19. Verschmelzungsstichtag. Der Verschmelzungsstichtag im Sinne des § 5 Abs. 2 Z 6 EU-VerschG, Artikel 261 (2) e) des Luxemburger Gesetzes (Artikel 5 (1) der Richtlinie) ist der 31.12.2012 (der "Verschmelzungsstichtag").

Vom Ablauf des Verschmelzungsstichtags (31.12.2012, 24.00 Uhr), bzw. vom Beginn des folgenden Tages (01.01.2013, 00.00 Uhr) an gelten alle Handlungen der BH Aus Finance als für Rechnung der BJ Lux Services vorgenommen. Dies gilt auch für ertragsteuerliche Zwecke.

20. Umgründungsplan. Die grenzüberschreitende Verschmelzung gemäß diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan erfolgt in Ausführung einer Umgründung der Baker Hughes-Gruppe, die mehrere Umgründungsschritte umfasst. Diese Schritte sind in einem Umgründungsplan festgelegt. Sämtliche von dieser Umgründung betroffenen Gesellschaften der Baker Hughes-Gruppe, darunter die verschmelzenden Gesellschaften, haben vor Abschluss dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans einen Umgründungsplan gemäß § 39 österreichisches Umgründungssteuergesetz (UmgrStG) erstellt und vereinbart, der in Kopie als Anhang B diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan beigelegt ist.

21. Kosten. Die Kosten dieses Verschmelzungsplans und dessen Durchführung werden von BJ Lux Services getragen. Im Falle, dass die grenzüberschreitende Verschmelzung nicht wirksam werden sollte, wird BJ Lux Services die Kosten aller Parteien im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung dieser Verschmelzung sowie im Zusammenhang mit diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan tragen.

22. Verschiedenes. Sollte eine Bestimmung dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans unwirksam, undurchführbar oder undurchsetzbar sein oder werden, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen davon nicht berührt. Die Parteien verpflichten sich, die unwirksame, undurchführbare oder undurchsetzbare Bestimmung durch eine Bestimmung zu ersetzen, welche aus wirtschaftlicher Sicht in Übereinstimmung mit dem Inhalt und Zweck der unwirksamen, undurchführbaren oder undurchsetzbaren Bestimmung der Absicht der verschmelzenden Gesellschaften so nahe als rechtlich möglich kommt. Das gleiche gilt für etwaige Lücken.

Ausschließlicher Gerichtsstand für alle Ansprüche aus oder im Zusammenhang mit diesem gemeinsamen Verschmelzungsplan ist der Sitz der BJ Lux Services, soweit gesetzlich zulässig.

Bei etwaigen Divergenzen zwischen den Texten dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans in der englischen und deutschen Sprache gilt ausschließlich die englische Version.

BJ Services International S.à r.l. / Baker Hughes Finance Holdings GmbH

Vertreten durch Greindl & Köck Rechtsanwälte GmbH / Vertreten durch Greindl & Köck Rechtsanwälte GmbH

Dr. Georg Greindl

Ich bestätige die vollkommene Übereinstimmung der deutschen Übersetzung mit dem englischen Aus
Wien, 18. Juli 2013.

Annexe A: Statuts actuels de BJ Services International S.à r.l.

Annexe B: Plan de réorganisation fiscale

Annexe C: Projet de statuts de BJ Services International S.à r.l. tels qu'ils s'appliqueront après la fusion transfrontalière simplifiée

Title I. - Name, Duration, Registered Office, Purpose

Art. 1. There is hereby established between the subscriber and all those who may become members in the future, a corporation with limited liability (société à responsabilité limitée), under the name of BJ SERVICES INTERNATIONAL, S.à r.l.

Art. 2. The corporation is established for an undetermined period.

Art. 3. The registered office of the corporation is established in Luxembourg City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the corporation is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies and branches. The corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the corporation may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale, or otherwise.

The corporation may hold interests in partnerships.

The corporation may manage and enter into financing and maritime leasing operations as well as hire-purchase operations in relation to its properties, in particular vessels.

However, the corporation may not handle banking transactions in the sense of the Luxembourg banking laws.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences, any intellectual property rights or any rights ancillary thereto, whether by contribution, subscription, option, purchase or otherwise and may exploit the same by sale, transfer, exchange, licence or otherwise.

In addition, the corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real, estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose tangible personal property.

In general the corporation may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

The branches or other offices of the corporation established abroad by resolution of the board of managers might manage the above activities.

Title II. - Capital, Units

Art. 5. The subscribed capital is set at USD 605,391,800 (six hundred and five million three hundred ninety-one thousand eight hundred U.S. Dollars), represented by 6,053,918 (six million fifty-three thousand nine hundred and eighteen) with a par value of USD 100 (one hundred U.S. Dollars) each.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the corporation shall represent the entire body of members of the corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the corporation.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the corporation by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The corporation will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the corporation.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the corporation in direct proportion to its relationship with the number of units in existence.

Art. 8. If the corporation has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the corporation represented by him are recorded on minutes or drawn up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the corporation has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the corporation's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the corporation to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seize assets or documents of the corporation.

Title III. - Administration

Art. 12. The corporation shall be managed by a board of managers composed of two managers at least who need not be members of the corporation.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates. Their mandate may not exceed a period of six years and they shall hold office until their successors are appointed.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by e-mail another manager as his proxy.

In case there is only one manager present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who need not be manager, in order to assist him by holding the board meeting.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the corporation and the representation of the corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. The corporation will be bound by the joint signature of two managers or the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the corporation. As agents of the corporation, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the corporation shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the corporation.

Out of the annual net profits of the corporation, five per cent (5 %) shall be placed into the legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the capital of the corporation.

The general meeting of members, upon recommendation of the board of managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Administration of the Company's Branches in Switzerland

Art. 20. The Branch Managers of the Company's branches in Switzerland (whether existing or opened in the future by the Company in Switzerland) (each a "Swiss Branch" or collectively the "Swiss Branches"), appointed by the board of managers of the corporation, are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition and to carry out the daily management of the Swiss Branches but are not authorized without the prior approval of the board of managers of the corporation, to take any of the following actions on behalf of the corporation, acting through a relevant Swiss Branch or to execute any instruments, documents, or other agreements on behalf of the corporation,

acting through a relevant Swiss Branch pursuant to which the corporation, acting through a relevant Swiss Branch undertakes, or purports to undertake, any of the following actions.

- 1) to execute any agreements, contracts or commitments, whether written or oral, with any person or entity, unless such agreement, contract, or commitment is between or among any affiliate, subsidiary, or parent entities of the relevant Swiss Branch;
- 2) to write checks against fund deposited in any bank account in excess of USD 100.000 or the equivalent in any other currency without the signature of a member of the board of managers of the corporation;
- 3) to open or close bank accounts;
- 4) to make or extend any loan to any person or entity, except if such loan is to an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch;
- 5) to pledge any property or assets of the relevant Swiss Branch, except if such pledge is to an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;
- 6) to create, establish, or extend any lines of credit or other credit facility in favour of the relevant Swiss Branch with any banking or financial institution;
- 7) to borrow money on behalf of the relevant Swiss Branch, except: if the money is borrowed from an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;
- 8) to grant on behalf of the relevant Swiss Branch guarantees of any payment and performance obligation of any type or nature whatsoever owing by any person or entity to any financial institution or other person or entity;
- 9) to grant any liens or security interests or other encumbrances of any kind or character whatsoever on any assets or property of the relevant Swiss Branch, except if such lien, security interest or encumbrance is granted to an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;
- 10) to sell, lease, or otherwise dispose of whether in one transaction or in a series of related transactions, any assets or other property of the relevant Swiss Branch, except those transactions exclusively with an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;
- 11) to grant or assign any licences or other rights to use any assets or other property, including, without limitation, any intellectual property of any nature, except if such transaction is exclusively with an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch;
- 12) to make or commit the relevant Swiss Branch to any investments or any expenditure in order to acquire property or other assets for the purpose of acquiring revenue, except if such investment or expenditure is made to acquire the following:
 - (a) stock, quotas, or shares of an affiliate, subsidiary, or parent entities of the relevant Swiss Branch; or
 - (b) assets and property owned by an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch; or
- 13) to commence, defend or carry to completion any actions or legal proceedings in the courts or before any governmental organisations;
- 14) to hire, appoint or retain any attorneys-at-law or legal counsel to represent the relevant Swiss Branch or the relevant Swiss Branch's interest;
- 15) to issue, endorse or negotiate any instrument, promissory note or letter of credit, except if the instrument, note or letter of credit is issued by or to an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch; and
- 16) to pay or approve the payment of any invoice, purchase order, requisition or word ticket in excess of USD 100,000 without the signature of a member of the board of managers of the corporation.

The Branch Managers may not delegate their powers to conduct the daily management and affairs of any Swiss Branch and the representation of such Swiss Branch. They may neither confer powers and special mandates to any persons.

In the case two or more Branch Managers are appointed for a Swiss Branch, any two of those Branch Managers will bind such Swiss Branch under their joint signatures, provided that the limitations set out above (i.e. prior approval by the board of managers of the corporation) apply.

In the case only one Branch Manager is appointed for a Swiss Branch, such Branch Manager will bind the relevant Swiss Branch under his/her/its individual signature, provided that the limitations set out above (i.e. prior approval by the board of managers of the corporation) apply.

For the purpose of this Article, "Branch Manager" means a manager of a Swiss Branch appointed by the board of managers of the corporation and "Branch Managers" mean the managers of a relevant Swiss Branch, appointed by the board of managers of the corporation.

Title V. - Winding-up, Liquidation

Art. 21. in the event of dissolution of the corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Suit la traduction française du texte qui précède:
Titre 1^{er} . Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er}. Il est créé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront membres à l'avenir, une société à responsabilité limitée sous le nom de BJ SERVICES INTERNATIONAL, S.à r.l.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par une résolution d'une assemblée générale de ses associés.

La société peut établir des succursales ou d'autres bureaux au Luxembourg ou à l'étranger sur décision du conseil de gérance.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, l'administration, le développement et la cession de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés et succursales luxembourgeoises et étrangères. La société est autorisée à contracter des emprunts et accorder de quelque manière des aides, prêts, avances et garanties à des sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte.

En outre, la société peut acquérir et céder toutes autres sortes de valeurs mobilières, soit par souscription, achat, échange, vente ou de toute autre manière.

La société peut détenir des parts dans des sociétés de personnes.

La société peut gérer et effectuer des opérations de financement et de locations maritimes ainsi que des opérations de location-vente concernant ses biens, en particulier les navires.

Toutefois, la société n'exercera pas de transactions bancaires au sens des lois bancaires luxembourgeoises.

La société peut aussi acquérir, développer et disposer de brevets et licences et tout autre droit de propriété intellectuelle ou tout autre droit lié, que ce soit par apport, souscription, option, achat ou tout autre moyen et l'exploitation de ces derniers par vente, transfert, échange, octroi de licence et tout autre moyen.

En outre, la société peut acquérir, administrer, développer et céder des biens immobiliers sis à Luxembourg ou à l'étranger, et peut louer ou céder des biens meubles corporels.

D'une manière générale, la société est autorisée à effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière ou immobilière, qui développeraient ou complèteraient l'objet social pré décrit.

Les succursales ou autres établissements de la Société établis à l'étranger par une résolution du conseil de gérance sont autorisés à exercer les activités ci-dessus.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à USD 605.391.900.- (six cent cinq millions trois cent quatre-vingt-onze mille neuf cents dollars US) représenté par 6.053.919 (six millions cinquante-trois mille neuf cent dix-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars US) chacune, assorti d'une prime de [USD ----- (----- dollars U.S.).

Art. 6. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la société représente l'intégralité des associés de la société.

Elle a les pouvoirs les plus larges pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la société.

Sauf disposition contraire de la loi, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social. Les associés peuvent changer la nationalité de la société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part: lorsqu'une part est détenue par plus d'une personne, la société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme le seul propriétaire en relation avec la société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et profits de la société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Art. 8. Si la société n'a qu'un associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique qui sont prises dans le cadre du premier alinéa sont documentées dans un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales»

Art. 9. Si la société a au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital social de la Société.

En cas de décès d'un associé, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des titulaires de parts sociales représentant au moins trois quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas toutefois, l'approbation n'est pas requise si, les parts sociales sont transmises soit aux héritiers ayant droit à la réserve légale soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, la suspension des droits civils, la banqueroute ou la faillite de l'associé unique ou d'un des associés ne met pas fin à l'existence de la société.

Art. 11. Pour aucune raison et en aucun cas, les créanciers, successeurs légaux ou héritiers ne sont autorisés à saisir des actifs ou des documents de la société.

Titre III. Gérance

Art. 12. La société est administrée par un conseil de gérance composé de deux gérants au moins qui n'ont pas besoin d'être associés de la société.

Les gérants sont désignés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunération et durée des mandats. Leur mandat ne peut pas excéder une période de six années et ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Art. 13. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou par e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail.

Au cas où un seul gérant est présent à la réunion du conseil, ce gérant est autorisé à désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, afin de l'assister dans la tenue de la réunion.

Les votes peuvent être également effectués par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en conseil de gérance,

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui préside une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui peuvent être produits en justice ou à toute autre occasion sont signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous actes d'administration et de disposition au nom de la Société en relation avec les intérêts de la société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'ont pas nécessairement à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il peut également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. La société est engagée par la signature conjointe de deux gérants ou la signature unique ou conjointe de toute (s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la société.

En tant que mandataires de la société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, détermine l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;
2. ces comptes documentent un bénéfice y inclus les bénéfices reportés;
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés;
4. le versement est réalisé lorsque la société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Gérance des Succursales de la Société en Suisse

Art. 20. Les Gérants de Succursale des succursales de la Société en Suisse (existantes ou ouvertes à l'avenir par la Société en Suisse) (chacune une «Succursale Suisse» ou collectivement les «Succursales Suisses») nommés par le conseil de gérance de la société, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour exécuter tout acte d'administration et de disposition et pour assurer la gestion quotidienne des Succursales Suisses, mais ils ne sont pas autorisés, sans le consentement préalable du Conseil d'Administration de la Société, à prendre les décisions suivantes au nom de la Société, agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée ou de conclure tout instrument, document ou tout autre accord au nom de la société agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée en vertu desquels la société agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée entreprend ou entend entreprendre une des actions suivantes:

1. de conclure un quelconque accord, contrat ou engagement, par écrit ou oralement, avec toute personne ou entité, à moins qu'un tel accord, contrat ou engagement ne soit effectué avec ou entre sociétés affiliées, sociétés filiales ou sociétés mère de la Succursale Suisse concernée;
2. d'émettre des chèques contre des fonds déposés en tout compte bancaire pour un montant supérieur à USD 100.000.- ou son équivalent dans tout autre monnaie sans la signature d'un membre du conseil de gérance de la société;
3. d'ouvrir ou clôturer des comptes bancaires;
4. de prêter ou d'étendre un quelconque prêt à une quelconque personne ou entité, sauf si un tel prêt est destiné à une société affiliée, à une société filiale, ou à une société mère de la Succursale Suisse concernée;
5. de gager n'importe quelle propriété ou avoirs de la Succursale Suisse concernée, sauf si un tel gage est en faveur d'une société affiliée, d'une société filiale, ou d'une société mère de la Succursale Suisse concernée;
6. de créer, d'établir ou d'étendre toute ligne de crédit ou toute autre facilité de crédit en laveur de la Succursale Suisse concernée avec une quelconque institution bancaire ou financière;
7. d'emprunter une somme d'argent au nom de la Succursale Suisse concernée sauf si la somme d'argent est empruntée auprès d'une société affiliée, d'une société filiale ou d'une société mère de la Succursale Suisse concernée;
8. d'engager la Succursale Suisse concernée à garantir un quelconque paiement ou l'accomplissement d'un acte d'une quelque forme ou nature que ce soit dû par une quelconque personne ou entité à une quelconque institution financière ou autre personne ou entité;
9. d'octroyer tout droit de rétention ou toute sûreté ou autres hypothèques de n'importe quelle nature ou genre que ce soit, sur tout avoir ou propriété de la Succursale Suisse concernée, sauf si un tel droit de rétention, sûreté ou hypothèque est accordé à une société affiliée, à une société filiale, ou à une société mère de la Succursale Suisse concernée;
10. de vendre, louer ou disposer autrement, que ce soit dans une opération unique ou dans une série d'opérations reliées entre elles, tout avoir ou toute propriété de la Succursale Suisse concernée, sauf si ces opérations sont conclues exclusivement avec une société affiliée, une société filiale ou une société mère de la Succursale Suisse concernée;
11. d'octroyer ou d'allouer toutes licences ou autres droits d'user d'un quelconque avoir ou propriété, y compris et ce sans limitation aucune, toute propriété intellectuelle de coûte nature, à moins qu'une telle opération ne soit faite exclusivement avec une société affiliée, une société filiale ou une société mère de la Succursale Suisse concernée;
12. de faire participer ou d'engager la Succursale Suisse concernée dans tout investissement ou toute dépense dans le but d'acquérir des biens ou autres avoirs afin d'engendrer des revenus, sauf si un tel investissement ou une telle dépense est fait pour acquérir ce qui suit:

a) des actions, prêts ou titres d'une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée; ou

b) des avoirs et propriétés appartenant à une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée.

13. d'engager, de désigner ou de s'assurer les services d'un avocat ou d'un conseil juridique afin de représenter la Succursale Suisse concernée ou les intérêts de celle-ci;

14. d'émettre, d'endosser ou de négocier tout instrument, billet à ordre ou lettre de crédit, à moins que l'instrument, billet ou lettre de crédit, ne soit émis par ou en faveur d'une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée;

15. de payer ou d'approuver le paiement de toute facture, bon de commande, demande de fourniture ou bon de travail excédant 100.000.00.- USD sans la signature d'un membre du conseil de gérance de la société.

Les Gérants de Succursales ne peuvent pas déléguer leurs pouvoirs relatifs à la conduite de la gestion journalière et des affaires courantes de toute Succursale Suisse et à la représentation de pareille Succursale Suisse. Il ne peuvent également pas confier des pouvoirs ou des mandats spéciaux à aucune personne.

En cas de pluralité de Gérants de Succursale nommés par une Succursale Suisse, deux des Gérants de Succursales lieront la Succursale Suisse concernée sous leur signature conjointe, à condition que les dispositions (à savoir l'accord préalable du conseil de gérance de la société) sont applicables.

Lorsqu'un seul Gérant de Succursale est nommé par une Succursale Suisse, ce Gérant de Succursale liera la Succursale Suisse concernée sous sa signature individuelle, à condition que les dispositions ci-dessus (à savoir l'accord préalable du conseil de gérance de la société) sont applicables.

Pour les besoins de cet Article. «Gérant de Succursale» signifie un gérant d'une Succursale Suisse nommé par le conseil de gérance de la société et «Gérants de Succursale» signifie les gérants d'une Succursale Suisse concernée, nommés par le conseil de gérance de la société.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 21. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 22. Tous les points non expressément prévus aux présents statuts seront déterminés en accord avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

TAX REORGANISATION PLAN ACCORDING TO SEC 39 UMGRSTG AS AMENDED

1. Preamble. The companies involved in this tax reorganization plan specified below intend to perform several reorganizational steps, partly involving the same assets as defined by recital 1.874 - 1878 UmgrStR (Umgründungssteuerrichtlinien; Austrian Reorganization Policies), and each utilizing December 31, 2012, as effective date. Therefore, the parties decide to implement this tax reorganization according to Sec 39 UmGrStG (Austrian Reorganization Tax Act) plan both on their own behalf and in their capacity as shareholders.

2. Involved Companies. The following companies are involved in the intended reorganizational steps:

A. Baker Hughes Treasury Services GmbH is a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Republic of Austria and registered with the Austrian Companies Register under registration number 302277 a, having its registered seat in Vienna, Austria, and a share capital in the amount of EUR 35,000 ("BH Aus Treasury").

B. Baker Hughes Finance Holdings GmbH is a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Republic of Austria and registered with the Austrian Companies Register under registration number 288361 k, having its registered seat in Vienna, Austria, and a share capital in the amount of EUR 35,000 ("BH Aus Finance").

C. Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A. is a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B 131868, having its registered seat in Luxembourg ("BH Lux Holdings").

D. BJ Services International S.à r.l. is a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B76063, having its registered seat in Luxembourg ("BJ Lux Services").

3. Ownership Structure. Before the implementation of reorganizational steps described below, the following shareholdings apply to the companies involved in the reorganizations according to this tax reorganization plan:

Sole shareholder of BH Aus Treasury is BH Aus Finance from both a civil law and tax perspective with an initial capital contribution corresponding to EUR 35,000.

Sole shareholder of BH Aus Finance is BH Lux Holdings from both a civil law and tax perspective with an initial capital contribution corresponding to EUR 35,000.

BH Lux Holdings is also sole shareholder of BJ Lux Services from both a civil law and tax perspective.

4. Effective Date. Regardless of the civil law effectiveness of the mergers as described in section 5.1. at the time of its registration in the Companies Register all reorganizational steps listed below shall be implemented utilizing December 31, 2012 as common effective date for obligations law and income tax purposes. This date shall be the common effective date of the described reorganizational steps in terms of § 39 UmgrStG.

5. Sequence of the Reorganizational Steps. This tax reorganization plan refers to the reorganizational steps listed below, which wholly or in part involve the transfer of the same assets, in the following order utilizing the same effective date (section. 4). The following reorganizational steps are intended;

5.1. Upstream-Merger of BH Aus Treasury into BH Aus Finance according to Art I UmgrStG

BH Aus Treasury transfers all its assets to BH Aus Finance in accordance with a merger agreement and a merger by means of merger by acquisition ("Up-stream Merger"). The merger is performed by applying Art I UmgrStG with effective date December 31, 2012. The tax benefits of Article 1 UmgrStG are being claimed.

5.2. Sidestream Cross-Border Merger of BH Aus Finance into BJ Lux Services according to Art I UmgrStG

BH Aus Finance transfers all its assets, including the assets of BH Aus Treasury acquired by the merger described under section 5.1. utilizing December 31, 2012 as effective date, to BJ Lux Services in accordance with a Common Merger Project and a cross-border merger by means of acquisition ("Sidestream Merger") according to the principles of the Austrian EU-VerschG (Austrian Act on cross-border mergers of Corporations within the European Union).

The merger is performed by applying Art I UmgrStG with effective date December 31, 2012. The by tax benefits of Article I UmgrStG are being claimed.

BJ Lux Services will, after performance of this merger, be the company resulting from the cross-border merger within the meaning of Sec 1 Para 4 and Sec 5 Para 2 Subpara 1 EU-VerschG (Article 5 (a) of the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of October 26, 2005 on cross-border mergers of limited liability companies) and will not change its legal form, name or registered office on the occasion of the cross-border merger.

As a result of such cross-border merger (i) BJ Lux Services will acquire all assets, rights, obligations and liabilities of BH Aus Finance (including the assets and liabilities of BH Aus Treasury which was merged by the mergers described in section 5.1.) by way of universal legal succession in title and (ii) BH Aus Finance will cease to exist, i.e. it will be dissolved without going into liquidation.

6. Shareholdings after Implementation of the Reorganizational Steps. After implementing the reorganizational steps described above, the following shareholdings exist with regard to the companies involved:

BH Aus Treasury ceases to exist in the course of the merger described under section 5.1. as transferring company without going into liquidation by law and shall be deleted in the Companies Register.

BH Aus Finance ceases to exist in the course of the cross-border merger described under section 5.2. as transferring company without going into liquidation by law and shall be deleted in the Companies Register.

BJ Lux Services remains as the acquiring company of the cross-border merger described under section 5.2. Sole shareholder of BJ Lux Services remains BH Lux Holdings.

7. Assets Concerned. The reorganizational steps described in section 5, each involve all assets of BH Aus Treasury, which are first transferred by the merger described under section 5.1. to BH Aus Finance. By the cross-border merger described in section 5.2., all assets of BH Aus Finance, including the assets of BH Aus Treasury acquired by the merger described in section 5.1. before, are transferred to BJ Services Lux.

8. Effects of the Transfer of Assets. In accordance with § 39 UmgrStG, for income tax purposes only the final transfer of assets shall be deemed accomplished with the beginning of the day following the effective date, thus with January 01, 2013, for the respective legal successor.

Reference to this tax reorganisation plan shall be made in all reorganizational agreements.

In case of any discrepancies between the wording of these common draft terms in the English and German language, the English version prevails.

Baker Hughes Treasury Services GmbH

Represented by Mag. Alexander Walther / Represented by Alan Joel Keifer

Born on October 8, 1969 / Born on January 31, 1955

Managing Director / Managing Director

Baker Hughes Finance Holdings GmbH

Represented by Mag. Alexander Walther / Represented by Alan Joel Keifer

Born on October 8, 1969 / Born on January 31, 1955

Managing Director / Managing Director

BJ Services International S.à r.l.

Represented by Constanze Guthier-Brown / Represented by Alexander L. Peng

Born on April 18, 1964 / Born on May 20, 1971

Manager / Manager

Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A.
Represented by Constanze Guthier-Brown / Represented by Alexander L. Peng
Born on April 18, 1964 / Born on May 20, 1971
Manager / Manager

UMGRÜNDUNGSPLAN GEMÄSS § 39 UMGRSTG IDGF

1. Präambel. Die im folgenden benannten Gesellschaften dieses Umgründungsplans beabsichtigen, mehrere Umgründungen, die teilweise dasselbe Vermögen iSd Rz 1874 -1878 UmgrStG betreffen, jeweils zum Stichtag 31.12.2012 vorzunehmen. Die Parteien beschließen daher zur Umsetzung der beabsichtigten Umgründungen den gegenständlichen Umgründungsplan gemäß § 39 UmgrStG sowohl im eigenen Namen als auch in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter.

2. Beteiligte Gesellschaften. An den beabsichtigten Umgründungsschritten sind folgende Gesellschaften beteiligt:

A. Baker Hughes Treasury Services GmbH ist eine nach dem Recht der Republik Österreich rechtmäßig errichtete, gültig bestehende und im Firmenbuch zu PN 302277 a eingetragene Kapitalgesellschaft (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) mit dem Sitz in Wien, Österreich, und einem Stammkapital in Höhe von EUR 35.000,- („BH Aus Treasury“).

B. Baker Hughes Finance Holdings GmbH ist eine nach dem Recht der Republik Österreich rechtmäßig errichtete, gültig bestehende und im Firmenbuch zu FN 288361 k eingetragene Kapitalgesellschaft (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) mit dem Sitz in Wien, Österreich, und einem Stammkapital in Höhe von EUR 35.000,- („BH Aus Finance“).

C. Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A. ist eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg rechtmäßig errichtete, gültig bestehende und im Registre de Commerce et des Sociétés zu der Nummer B 131868 eingetragene Gesellschaft mit dem Sitz in Luxemburg („BH Lux Holdings“).

D. BJ Services International S.à r.l. ist eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg rechtmäßig errichtete, gültig bestehende und im Registre de Commerce et des Sociétés zu der Nummer B76063 eingetragene Gesellschaft mit dem Sitz in Luxemburg („BJ Lux Services“).

3. Beteiligungsverhältnisse. Vor Durchführung der nachstehend beschriebenen Umgründungen bestehen an den Gesellschaften, die an den diesem Umgründungsplan zugrundeliegenden Umgründungen beteiligt sind, folgende Beteiligungsverhältnisse:

Alleingesellschafter von BH Aus Treasury ist sowohl aus zivil- als auch aus steuerrechtlicher Sicht BH Aus Finance mit einem Geschäftsanteil, der einer Stammeinlage von EUR 35.000,- entspricht.

Alleingesellschafter von BH Aus Finance ist sowohl aus zivil- als auch aus steuerrechtlicher Sicht BH Lux Holdings mit einem Geschäftsanteil, der einer Stammeinlage von EUR 35.000,- entspricht.

BH Lux Holdings ist weiters sowohl aus zivil- als auch aus steuerrechtlicher Sicht auch Alleingesellschafter von BJ Lux Services.

4. Stichtag. Ungeachtet der zivilrechtlichen Wirksamkeit der Verschmelzung wie in Punkt 5.1. beschrieben, im Zeitpunkt der Eintragung im Firmenbuch wird im schuldrechtlichen und ertragsteuerlichen Sinne allen nachfolgend genannten Umgründungsschritten als gemeinsamer Umgründungsstichtag der 31.12.2012 zugrundegelegt. Auf diesem Stichtag sollen mit Wirkung des § 39 UmgrStG die beschriebenen Umgründungsschritte einheitlich durchgeführt werden.

5. Ablauf der Umgründungen/ Umgründungsschritte. Der gegenständliche Umgründungsplan bezieht sich auf die nachstehend angeführten Umgründungen, die ganz oder teilweise die Übertragung desselben Vermögens nach folgendem Ablauf zum selben Stichtag (Punkt 4.) betreffen. Folgende Umgründungsschritte sind dabei beabsichtigt:

5.1. Upstream Verschmelzung der BH Aus Treasury in die BH Aus Finance gemäß Art I UmgrStG

BH Aus Treasury überträgt ihr gesamtes Vermögen auf die BH Aus Finance nach Maßgabe eines Verschmelzungsvertrages im Wege einer Verschmelzung zur Aufnahme („Upstream Merger“). Die Verschmelzung erfolgt unter Anwendung des Art I des UmgrStG zum Stichtag 31.12.2012. Die umgründungssteuerrechtlichen Begünstigungen des Art I UmgrStG werden in Anspruch genommen.

5.2. Grenzüberschreitende Sidestream Verschmelzung der BH Aus Finance in die BJ Lux Services gemäß Art I UmgrStG

BH Aus Finance überträgt ihr gesamtes Vermögen samt dem aufgrund der unter Punkt 5.1. beschriebenen Verschmelzung zum Stichtag 31.12.2012 übernommenen Vermögens der BH Aus Treasury, auf die BJ Lux Services nach Maßgabe eines gemeinsamen Verschmelzungsplans im Wege einer grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme gemäß den Vorschriften des EU-VerschG („Sidestream Merger“).

Die Verschmelzung erfolgt unter Anwendung des Art I des UmgrStG zum Stichtag 31.12.2012. Die umgründungssteuerrechtlichen Begünstigungen des Art I UmgrStG werden in Anspruch genommen.

BJ Lux Services wird nach Durchführung der Verschmelzung die aus der Verschmelzung hervorgehende Gesellschaft im Sinne von § 1 Abs 4 und § 5 Abs 2 Z 1 EU-VerschG (Artikel 5 (a) der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten) sein und wird anlässlich der grenzüberschreitenden Verschmelzung ihre Rechtsform, ihre Firma und ihren Sitz nicht verändern.

Durch diese grenzüberschreitende Verschmelzung werden (i) alle Vermögensbestandteile, Rechte, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der BH Aus Finance (einschließlich des Vermögens und der Verbindlichkeiten der zuvor gemäß Punkt 5.1. verschmolzenen BH Aus Treasury) im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die BJ Lux Services übertragen und (ii) wird die BH Aus Finance beendet, das heißt ohne Liquidation aufgelöst,

6. Beteiligungsverhältnisse nach den Umgründungen. Nach Durchführung der oben beschriebenen Umgründungsschritte bestehen die folgenden Gesellschaftsverhältnisse betreffend die beteiligten Gesellschaften:

BH Aus Treasury geht im Zuge der unter Punkt 5.1. beschriebenen Verschmelzung als übertragende Gesellschaft ohne Liquidation ex lege unter und wird im Firmenbuch gelöscht.

BH Aus Finance geht im Zuge der unter Punkt 5.2. beschriebenen grenzüberschreitenden Verschmelzung als übertragende Gesellschaft ohne Liquidation ex lege unter und wird im Firmenbuch gelöscht.

BJ Lux Services bleibt somit als übernehmende Gesellschaft der Punkt 5.2. beschriebenen grenzüberschreitenden Verschmelzung bestehen. Alleingesellschafter von BJ Lux Services bleibt BH Lux Holdings.

7. Betroffenes Vermögen. Von den unter Punkt 5. beschriebenen Umgründungen ist jeweils das gesamte Vermögen von BH Aus Treasury betroffen, das zunächst durch die unter Punkt 5.1. beschriebene Verschmelzung auf die BH Aus Finance übertragen wird. Durch die in Schritt 5.2. beschriebene grenzüberschreitende Verschmelzung wird das gesamte Vermögen der BH Aus Finance samt dem zuvor in Schritt 5.1. übernommenen Vermögen der BH Aus Treasury auf die BJ Lux Services übertragen.

8. Wirkung der Vermögensübertragung. Gemäß § 39 UmgrStG gilt für ertragsteuerliche Zwecke erst die letzte Vermögensübertragung für den betroffenen Rechtsnachfolger als mit dem Beginn des auf den Umgründungstichtag folgenden Stichtages, daher mit 01.01.2013, bewirkt.

Auf diesen Umgründungsplan wird in allen Umgründungsverträgen Bezug genommen.

Bei etwaigen Divergenzen zwischen den Texten dieses gemeinsamen Verschmelzungsplans in der englischen und deutschen Sprache gilt ausschließlich die englische Version.

Baker Hughes Treasury Services GmbH

Vertreten durch Mag. Alexander Walther / Vertreten durch Alan Joel Keifer

Geb. am 8, 1969 / Geb. am January 31, 1955

Geschäftsführer / Geschäftsführer

Baker Hughes Finance Holdings GmbH

Vertreten durch Mag. Alexander Walther / Vertreten durch Alan Joel Keifer

Geb. am October 8, 1969 / Geb. am January 31, 1955

Geschäftsführer / Geschäftsführer

BJ Services International S.à r.l.

Vertreten durch Constanze Guthier-Brown / Vertreten durch Alexander L. Peng

Geb. am April 18, 1964 / Geb. am May 20, 1971

Manager / Manager

Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A.

Vertreten durch Constanze Guthier-Brown / Vertreten durch Alexander L. Peng

Geb. am April 18, 1964 / Geb. am May 20, 1971

Manager / Manager

DRAFT OF THE ARTICLES OF ASSOCIATION TO BE ADOPTED AFTER MERGER

Title 1. Name, Duration, Registered Office, Purpose

Art. 1. There is hereby established between the subscriber and all those who may become members in the future, a corporation with limited liability (société à responsabilité limitée), under the name of BJ SERVICES INTERNATIONAL, S.à r.l.

Art. 2. The corporation is established for an undetermined period.

Art. 3. The registered office of the corporation is established in Luxembourg City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the corporation is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies and branches. The corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the corporation may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale, or otherwise.

The corporation may hold interests in partnerships.

The corporation may manage and enter into financing and maritime leasing operations as well as hire-purchase operations in relation to its properties, in particular vessels.

However, the corporation may not handle banking transactions in the sense of the Luxembourg banking laws.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences, any intellectual property rights or any rights ancillary thereto, whether by contribution, subscription, option, purchase or otherwise and may exploit the same by sale, transfer, exchange, licence or otherwise.

In addition, the corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose tangible personal property.

In general, the corporation may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

The branches or other offices of the corporation established abroad by resolution of the board of managers might manage the above activities.

Title II. - Capital, Units

Art. 5. The subscribed capital is set at USD 605,391,900 (six hundred and five million three hundred ninety-one thousand nine hundred U.S. Dollars), represented by 6.053,919 (six million fifty-three thousand nine hundred and ninety-two thousand) with a par value of USD 100 (one hundred U.S. Dollars) each, with a premium of [USD-----(------U.S. Dollars)]

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the corporation by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The corporation will recognize only one holder per unit: in case a unit is held by more than one person, the corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the corporation.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the corporation in direct proportion to its relationship with the number of units in existence.

Art. 8. If the corporation has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the corporation represented by him are recorded on minutes or drawn up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the corporation has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the corporation's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the corporation to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the corporation.

Title III. - Administration

Art. 12. The corporation shall be managed by a board of managers composed of two managers at least who need not be members of the corporation.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates. Their mandate may not exceed a period of six years and they shall hold office until their successors are appointed.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by e-mail, another manager as his proxy.

In case there is only one manager present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who need not be manager, in order to assist him by holding the board meeting.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the corporation and the representation of the corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board, shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. The corporation will be bound by the joint signature of two managers or the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the corporation. As agents of the corporation, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the corporation shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the corporation.

Out of the annual net profits of the corporation, five per cent (5 %) shall be placed into the legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the capital of the corporation.

The general meeting of members, upon, recommendation of the board of managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions: 1. Interim accounts are established by the board of managers. 2. These accounts show a profit including profits carried forward, 3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members.

4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Administration of the Company's Branches in Switzerland

Art. 20. The Branch Managers of the Company's branches in Switzerland (whether existing or opened in the future by the Company in Switzerland) (each a "Swiss Branch" or collectively the "Swiss Branches"), appointed by the board of

managers of the corporation, are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition and to carry out the daily management of the Swiss Branches but are not authorized without the prior approval of the board of managers of the corporation, to take any of the following actions on behalf of the corporation, acting through a relevant Swiss Branch or to execute any instruments, documents, or other agreements on behalf of the corporation, acting through a relevant Swiss Branch pursuant to which the corporation, acting through a relevant Swiss Branch undertakes, or purports to undertake, any of the following actions.

1) to execute any agreements, contracts or commitments, whether written or oral, with any person or entity, unless such agreement, contract, or commitment is between or among any affiliate, subsidiary, or parent entities of the relevant Swiss Branch;

2) to write checks against fund deposited in any bank account in excess of USD 100,000 or the equivalent in any other currency without the signature of a member of the board, of managers of the corporation;

3) to open or close bank accounts;

4) to make or extend any loan to any person or entity, except if such loan is to an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch;

5) to pledge any property or assets of the relevant Swiss Branch, except if such pledge is to an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;

6) to create, establish, or extend any lines of credit or other credit facility in favour of the relevant Swiss Branch with any banking or financial institution;

7) to borrow money on behalf of the relevant Swiss Branch, except if the money is borrowed from an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;

8) to grant on behalf of the relevant Swiss Branch guarantees of any payment and performance obligation of any type or nature whatsoever owing by any person or entity to any financial institution or other person or entity;

9) to grant any Hens or security interests or other encumbrances of any kind or character whatsoever on any assets or property of the relevant Swiss Branch, except if such lien, security interest or encumbrance is granted to an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;

10) to sell, lease, or otherwise dispose of whether in one transaction or in a series of related transactions, any assets or other property of the relevant Swiss Branch, except those transactions exclusively with an affiliate, subsidiary, or parent entity of that relevant Swiss Branch;

11) to grant or assign any licences or other rights to use any assets or other property, including, without limitation, any intellectual property of any nature, except if such transaction is exclusively with an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch;

12) to make or commit the relevant Swiss Branch to any investments or any expenditure in order to acquire property or other assets for the purpose of acquiring revenue, except if such investment or expenditure is made to acquire the following;

(a) stock, quotas, or shares of an affiliate, subsidiary, or parent entities of the relevant Swiss Branch; or

(b) assets and property owned by an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch; or

13) to commence, defend or carry to completion any actions or legal proceedings in the courts or before any governmental organisations;

14) to hire, appoint or retain any attorneys-at-law or legal counsel to represent the relevant Swiss Branch or the relevant Swiss Branch's interest;

15) to issue, endorse or negotiate any instrument, promissory note or letter of credit, except if the instrument, note or letter of credit is issued by or to an affiliate, subsidiary, or parent entity of the relevant Swiss Branch; and

16) to pay or approve the payment of any invoice, purchase order, requisition or word ticket in excess of USD 100.000 without the signature of a member of the board of managers of the corporation.

The Branch Managers may not delegate their powers to conduct the daily management and affairs of any Swiss Branch and the representation of such Swiss Branch. They may neither confer powers and special mandates to any persons.

In the case two or more Branch Managers are appointed for a Swiss Branch, any two of those Branch Managers will bind such Swiss Branch under their joint signatures, provided that the limitations set out above (i.e. prior approval by the board of managers of the corporation) apply.

In the case only one Branch Manager is appointed for a Swiss Branch, such Branch Manager will bind the relevant Swiss Branch under his/her/its individual signature, provided that the limitations set out above (i.e. prior approval by the board of managers of the corporation) apply.

For the purpose of this Article, "Branch Manager" means a manager of a Swiss Branch appointed by the board of managers of the corporation and "Branch Managers" mean the managers of a relevant Swiss Branch, appointed by the board of managers of the corporation.

Title V. - Winding-up, Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Titre 1^{er} . Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er} . Il est créé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront membres à l'avenir, une société à responsabilité limitée sous le nom de BJ SERVICES INTERNATIONAL, S.à r.l.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré eu tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg, par une résolution d'une assemblée générale de ses associés.

La société peut établir des succursales ou d'autres bureaux au Luxembourg ou à l'étranger sur décision du conseil de gérance.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, l'administration, le développement et la cession de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés et succursales luxembourgeoises et étrangères, La société est autorisée à contracter des emprunts et accorder de quelque manière des aides, prêts, avances et garanties à des sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte.

En outre, la société peut acquérir et céder toutes autres sortes de valeurs mobilières, soit par souscription, achat, échange, vente ou de toute autre manière.

La société peut détenir des parts dans des sociétés de personnes.

La société peut gérer et effectuer des opérations de financement et de locations maritimes ainsi que des opérations de location-vente concernant ses biens, en particulier les navires.

Toutefois, la société n'exercera pas de transactions bancaires au sens des lois bancaires luxembourgeoises.

La société peut aussi acquérir, développer et disposer de brevets et licences et tout autre droit de propriété intellectuelle ou tout autre droit lié, que ce soit par apport, souscription, option, achat ou tout autre moyen et l'exploitation de ces derniers par vente, transfert, échange, octroi de licence et tout autre moyen.

En outre, la société peut acquérir, administrer, développer et céder des biens immobiliers sis à Luxembourg ou à l'étranger, et peut louer ou céder des biens meubles

D'une manière générale, la société est autorisée à effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière ou immobilière, qui développeraient ou complèteraient l'objet social pré décrit.

Les succursales ou autres établissements de la Société établis à l'étranger par une résolution du conseil de gérance sont autorisés à exercer les activités ci-dessus.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à USD 605.391.900.- (six cent cinq millions trois cent quatre-vingt-onze mille neuf cents dollars US) représenté par 6.053.919 (six millions cinquante-trois mille neuf cent dix-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars US) chacune, assorti d'une prime de [USD ----- (-----dollars U.S.).

Art. 6. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de ta société représente l'intégralité des associés de la société.

Elle a les pouvoirs les plus larges pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la société.

Sauf disposition contraire de la loi, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social. Les associés peuvent changer ta nationalité de la société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part; lorsqu'une part est détenue par plus d'une personne, la société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme le seul propriétaire en relation avec la société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et profits de la société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Art. 8. Si la société n'a qu'un associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique qui sont prises dans le cadre du premier alinéa sont documentées dans un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la société a au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital social de la Société.

En cas de décès d'un associé, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des titulaires de parts sociales représentant au moins trois quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas toutefois, l'approbation n'est pas requise si les parts sociales sont transmises soit aux héritiers ayant droit: à la réserve légale soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, la suspension des droits civils, la banqueroute ou la faillite de l'associé unique ou d'un des associés ne met pas fin à l'existence de la société.

Art. 11. Pour aucune raison et en aucun cas, les créanciers, successeurs légaux ou héritiers ne sont autorisés à saisir des actifs ou des documents de la société.

Titre III. Gérance

Art. 12. La société est administrée par un conseil de gérance composé de deux gérants au moins qui n'ont pas besoin d'être associés de la société.

Les gérants sont désignés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunération et durée des mandats. Leur mandat ne peut pas excéder une période de six années et ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés,

Art. 13. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou par e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail.

Au cas où un seul gérant est présent à la réunion du conseil, ce gérant est autorisé à désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, afin de l'assister dans la tenue de la réunion.

Les votes peuvent être également effectués par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées eu conseil de gérance.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui préside une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui peuvent être produits en justice ou à toute autre occasion sont signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous actes d'administration et de disposition au nom de la Société en relation avec les intérêts de la société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs

membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'ont pas nécessairement à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il peut également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. La société est engagée par la signature conjointe de deux gérants ou la signature unique ou conjointe de toute (s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la société.

En tant que mandataires de la société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, détermine l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;
2. ces comptes documentent un bénéfice y inclus les bénéfices reportés;
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés;
4. le versement est réalisé lorsque la société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Gérance des Succursales de la Société en Suisse

Art. 20. Les Gérants de Succursale des succursales de la Société en Suisse (existantes ou ouvertes à l'avenir par la Société en Suisse) (chacune une «Succursale Suisse» ou collectivement les «Succursales Suisses») nommés par le conseil de gérance de la société, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour exécuter tout acte d'administration et de disposition et pour assurer la gestion quotidienne des Succursales Suisses, mais ils ne sont pas autorisés, sans le consentement préalable du Conseil d'Administration de la Société, à prendre les décisions suivantes au nom de la Société, agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée ou de conclure tout instrument, document ou tout autre accord au nom de la société agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée en vertu desquels la société agissant au travers de sa Succursale Suisse concernée entreprend ou entend entreprendre une des actions suivantes:

1. de conclure un quelconque accord, contrat ou engagement, par écrit ou oralement, avec toute personne ou entité, à moins qu'un tel accord, contrat ou engagement ne soit effectué avec ou entre sociétés affiliées, sociétés filiales ou sociétés mère de la Succursale Suisse concernée;
2. d'émettre des chèques contre des fonds déposés eu tout compte bancaire pour un montant supérieur à USD 100.000.- ou son équivalent dans tout autre monnaie sans la signature d'un membre du conseil de gérance de la société;
3. d'ouvrir ou clôturer des comptes bancaires;
4. de prêter ou d'étendre un quelconque prêt à une quelconque personne ou entité, sauf si un tel prêt est destiné à une société affiliée, à une société filiale, ou à une société mère de la Succursale Suisse concernée;
5. de gager n'importe quelle propriété ou avoirs de la Succursale Suisse concernée, sauf si un tel gage est en faveur d'une société affiliée, d'une société filiale, ou d'une société mère de la Succursale Suisse concernée;
6. de créer, d'établir ou d'étendre toute ligne de crédit ou toute autre facilité de crédit en faveur de la Succursale Suisse concernée avec une quelconque institution bancaire ou financière;
7. d'emprunter une somme d'argent au nom de la Succursale Suisse concernée sauf si la somme d'argent est empruntée auprès d'une société affiliée, d'une société filiale ou d'une société mère de la Succursale Suisse concernée;
8. d'engager la Succursale Suisse concernée à garantir un quelconque paiement ou l'accomplissement d'un acte d'une quelque forme ou nature que ce soit dû par une quelconque personne ou entité à une quelconque institution financière ou autre personne ou entité;
9. d'octroyer tout droit de rétention ou toute sûreté ou autres hypothèques de n'importe quelle nature ou genre que ce soit, sur tout avoir ou propriété de la Succursale Suisse concernée, sauf si un tel droit de rétention, sûreté ou hypothèque est accordé à une société affiliée, à une société filiale, ou à une société mère de la Succursale Suisse concernée;
10. de vendre, louer ou disposer autrement, que ce soit dans une opération unique ou dans une série d'opérations reliées entre elles, tout avoir ou toute propriété de la Succursale Suisse concernée, sauf si ces opérations sont conclues exclusivement avec une société affiliée, une société filiale ou une société mère de la Succursale Suisse concernée;

11. d'octroyer ou d'allouer toutes licences ou autres droits d'user d'un quelconque avoir ou propriété, y compris et ce sans limitation aucune, toute propriété intellectuelle de toute nature, à moins qu'une telle opération ne soit faite exclusivement avec une société affiliée, une société filiale ou une société mère de la Succursale Suisse concernée;

12. de faire participer ou d'engager la Succursale Suisse concernée dans tout investissement ou toute dépense dans le but d'acquérir des biens ou autres avoirs afin d'engendrer des revenus, sauf si un tel investissement ou une telle dépense est fait pour acquérir ce qui suit

a) des actions, prêts ou titres d'une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée; ou h) des avoirs et propriétés appartenant à une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée.

13. d'engager, de désigner ou de s'assurer les services d'un avocat ou d'un conseil juridique afin de représenter la Succursale Suisse concernée ou les intérêts de celle-ci;

14. d'émettre, d'endosser ou de négocier tout instrument, billet à ordre ou lettre de crédit, à moins que l'instrument, billet ou lettre de crédit, ne soit émis par ou en faveur d'une société affiliée, société filiale ou société mère de la Succursale Suisse concernée;

15. de payer ou d'approuver le paiement de toute facture, bon de commande, demande de fourniture ou bon de travail excédant 100.000.00.- USD sans la signature d'un membre du conseil de gérance de la société.

Les Gérants de Succursales ne peuvent pas déléguer leurs pouvoirs relatifs à la conduite de la gestion journalière et des affaires courantes de toute Succursale Suisse et à la représentation de pareille Succursale Suisse. Il ne peuvent également pas confier des pouvoirs ou des mandats spéciaux à aucune personne.

En cas de pluralité de Gérants de Succursale nommés par une Succursale Suisse, deux des Gérants de Succursales lieront la Succursale Suisse concernée sous leur signature conjointe, à condition que les dispositions (à savoir l'accord préalable du conseil de gérance de la société) sont applicables.

Lorsqu'un seul Gérant de Succursale est nommé par une Succursale Suisse, ce Gérant de Succursale liera la Succursale Suisse concernée sous sa signature individuelle, à condition que les dispositions ci-dessus (à savoir l'accord préalable du conseil de gérance de la société) sont applicables.

Pour les besoins de cet Article, «Gérant de Succursale» signifie un gérant d'une Succursale Suisse nommé par le conseil de gérance de la société et «Gérants de Succursale» signifie les gérants d'une Succursale Suisse concernée, nommés par le conseil de gérance de la société.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 21. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 22. Tous les points non expressément prévus aux présents statuts seront déterminés en accord avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Référence de publication: 2013102051/1500.

(130124221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Cygnus Real Estate Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion modifié de CYGNUS REAL ESTATE FUND a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Pour CYGNUS REAL ESTATE MANAGEMENT COMPANY S. à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Christine Racot

Référence de publication: 2013100395/14.

(130122241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2013.

PDL Europe Subs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue J.P. Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 155.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PDL Europe Subs S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013074545/11.

(130091909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pelham Crescent. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 139.638.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
EASIT SA
Signature

Référence de publication: 2013074550/12.

(130091721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

PHM Holdco 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 158.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074553/10.

(130091308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pictet Funds (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 51.329.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juin 2013.

Référence de publication: 2013074554/10.

(130091764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pictet Targeted Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 38.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Référence de publication: 2013074555/10.

(130091457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Eifel Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 juin 2013.

Référence de publication: 2013075626/10.

(130093442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

European Finance Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 38.741.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, tenue à la date du 16 mai 2013, que

- Le siège social a été fixé au no. 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg,
- la société Juria Consulting S.A., avec siège social établi au no. 296, rue de Neudorf, L-2222 Luxembourg, a été nommée en tant que commissaire aux comptes,

- M. Jacques Becker, Mme Nicole Reinert et Mme Anne Huberland, tous établis à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, ont été appelés à la fonction d'administrateurs. La démission de Mme Monique Brunetti-Guillen du 28 février 2013 de sa fonction d'administrateur a été acceptée.

Les mandats du commissaire aux comptes et des administrateurs ainsi nommés prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2013.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013075636/22.

(130093029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

Pivalau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 46.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074557/10.

(130091917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Progene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 75.903.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013074563/11.

(130092129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rovas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.461.

L'an deux mille treize, le quatorze mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU

1. Monsieur Roberto VASELLI, ingénieur, né le 11 juillet 1938 à Rome, demeurant à Perigord II - 6, Lacets St Léon, Monaco,

DONATEUR D'UNE PART; et

2. Madame Christine VASELLI, sans profession, née le 18 avril 1967 à Rome, demeurant à 17 Avenue de l'Annonciade, Monaco.

DONATAIRE D'AUTRE PART.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit: La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois "ROVAS S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date de ce jour, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le capital souscrit de la Société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (EUR 12.500,-), représenté par CENT-VINGT-CINQ (125) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, libérées entièrement.

D'après le registre des parts sociales nominatives, les cent vingt-cinq (125) parts sociales représentatives du capital social sont intégralement détenues par Monsieur Roberto VASELLI, préqualifié.

Donation

Monsieur Roberto VASELLI, préqualifié, a par ces présentes, déclaré faire donation à sa fille, Madame Christine VASELLI, préqualifiée, ce acceptant, de la nue-propriété des cent vingt-cinq (125) parts sociales de la prémentionnée société "ROVAS S.à r.l."

Evaluation

Les parts sociales présentement données sont évaluées en pleine propriété à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Frais

Tous les frais et honoraires auxquels les présentes donneront lieu, sont à charge du donataire qui s'oblige expressément à leur acquittement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire, qui certifie l'état civil des parties, conformément aux dispositions de la loi du 26 juin 1953, comme suit:

- Pour Monsieur Roberto VASELLI, sur base de sa carte d'identité italienne numéro ZZ 0291294, valable jusqu'au 10/09/2020;

- Pour Madame Christine VASELLI, sur base de sa carte d'identité italienne numéro AU 3182814, valable jusqu'au 18/04/2023.

Signé: R. VASELLI, C. VASELLI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 mai 2013. LAC/2013/22466. Reçu deux cent deux euros cinquante cents

11.250,00 € à 1,50% = 168,75 €

+ 2/10 = 33,75 €

= 202,50 €

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 5 juin 2013.

Référence de publication: 2013074589/51.

(130092128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

S.C.P.L., Société de Conteneurs et Pneus Luxembourgeoise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56A, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 118.932.

L'adresse de l'associé, gérant, Monsieur Guy Bertrand de la société à responsabilité limitée S.C.P.L S.à.r.l. a changé, la nouvelle adresse étant L-5612 Mondorf-les-Bains, 56, Avenue François Clément.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06.06.2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013074601/13.

(130091296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Station-Cristal Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 8, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 65.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013074674/9.

(130091507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

RBS (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 104.196.

Suite à la démission de Kevin Brown en tant qu'administrateur de la Société le 6 Février 2013, Simon Andrew Wright (connu comme Andy Wright) de 135 Bishopsgate, London EC2M 4AA, Royaume-Uni, est nommé administrateur de la Société par cooptation, tel qu'approuvé par la CSSF, le 8 mai 2013, pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RBS (Luxembourg) S.A.

Lorna Cassidy / Revel Wood

Référence de publication: 2013074574/14.

(130091554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Regulus, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 21.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074576/10.

(130091915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rhea, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 27.311.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société RHEA

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013074580/11.

(130091825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Algodeal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.906,25.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 149.447.

Cession de parts sociales

Suite à la convention de cession de parts sociales, signée en date du 25.03.2013, Monsieur Thierry d'Espalungue détenant 1.290 parts sociales a cédé l'intégralité de ses parts de sorte que l'actionnariat de la société se compose désormais comme suit:

1. AZUR INVESTMENTS HOLDINGS S.A., détient 58.861 parts sociales
2. ATOM LUX INVEST S.A., détient 19.422 parts sociales

3. MOUNTHAGEN S.A., détient 14.851 parts sociales
4. EDOINE HOLDING S.p.r.l. détient 6.474 parts sociales
5. Monsieur Jean-Christophe ALLEMAND, détient 11.642 parts sociales

Pour la Société
SGG S.A.

Référence de publication: 2013074752/19.

(130092933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Robland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 78.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074581/10.

(130091914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rochelux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 35.011.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR
1, rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2013074582/13.

(130091907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rondo Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 55.167.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & - ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n°RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour RONDO INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013074583/15.

(130091575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Sofinim Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 27.014.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Tom BAMELIS. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Le 6 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

SOFINIM LUX

Signatures

Administrateur de cat. A / Administrateur de cat. B

Référence de publication: 2013074663/16.

(130091224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rosinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 76.651.

En date du 28 mai 2013, l'Actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- M. Denis Troshanin, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2019.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 07 juin 2013.

Référence de publication: 2013074586/12.

(130091951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Rospine Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 162.499.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013074587/11.

(130092133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

SEO, Société Electrique de l'Our, Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 2, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 5.901.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE ELECTRIQUE DE L'OUR S.A.

Référence de publication: 2013074602/11.

(130091204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Société Investissement Hurle-Vents S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 88.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOCIETE INVESTISSEMENT HURLE-VENTS S.A.

Christophe BLONDEAU / Cornelia METTLEN

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013074604/12.

(130091194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

**Destock Pneus S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Direct Services S.à r.l.).**

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 30B, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 175.674.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE TROIS JUIN

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

A COMPARU:

Monsieur Jonathan SIMONETTI, étudiant, né le 20 janvier 1989 à Thionville (France), demeurant au 7, impasse Pierre Loti, à F-57970 Yutz (France),

lequel, ici présent, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que suite à une cession de parts datée du 3 juin 2013, intervenue entre lui-même en qualité de cessionnaire et Madame Marine THOMAS en qualité de cédante, cession dûment acceptée par la société en conformité avec l'article 190 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, il est le seul et unique associé de la société «DIRECT SERVICES S.à r.l.», ayant son siège social au 30b, route de Luxembourg, à L-5634 Mondorf-les-Bains, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B sous le numéro B 175.674, constituée suivant acte notarié du 16 janvier 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1030 du 30 avril 2013.

Une copie de ladite cession de parts, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Intervention

Mademoiselle Marine THOMAS, étudiante, née le 13 novembre 1991 à Thionville (France), demeurant au 1, impasse du Bearn, à F-57330 Hettange-Grande (France), agissant en sa qualité de gérant unique de la société, déclare accepter la cession de parts sus-mentionnée au nom et pour compte de la société et dispenser le cédant de la faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Suite à ce qui précède, l'associé unique de la société, représenté comme dit est, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique prénommé, décide de changer la dénomination de la société en «Destock Pneus S.à r.l.», et décide de donner à l'article 4 des statuts, le teneur suivante:

Art. 4. La société prend la dénomination de «Destock Pneus S.à r.l.»

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier l'objet social de la société, et décide de donner à l'article 2 des statuts, le teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet la vente de pneus et petits accessoires de la branche.

La société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise.

Elle pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.»

Troisième résolution

L'associé unique décide de révoquer Madame Marine THOMAS de sa fonction de gérant de la société et décide de lui donner décharge totale et définitive pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de nommer pour une durée indéterminée en qualité de gérant unique mais également en qualité de gérant technique de la société:

Monsieur Jonathan SIMONETTI, étudiant, né le 20 janvier 1989 à Thionville (France), demeurant au 7, impasse Pierre Loti, à F-57970 Yutz (France),

Plus rien n'étant fixé à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. SIMONETTI, M. THOMAS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 04 juin 2013. Relation: RED/2013/865. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 07 juin 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013074904/62.

(130092185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

AIM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.254.

Société Anonyme fondée le 13 juillet 2011 et publication dans le Mémorial C-N° 1269/2011.

Les comptes annuels de 2012 ont été clôturés au 31 décembre 2012 et approuvés lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 21 mai 2013 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/06/2013.

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2013074776/13.

(130092665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

AIYA International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 128.232.

Les statuts coordonnés au 31/05/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 07/06/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013074778/12.

(130092251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Angel Finance I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 111.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013074785/10.

(130092723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Apal First S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 101.689.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013074787/10.

(130092618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Dexel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 132.685.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013074912/9.

(130092834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Avalanche S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 47.935.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

Référence de publication: 2013074806/10.

(130092872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Avenue Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 151.237.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 22 novembre 2012.

Avenue Investments SA

Référence de publication: 2013074807/11.

(130092313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Eidôlon, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.437.

En date du 23 avril 2013:

- l'associé Gregory PAUL, avec adresse au 7, rue Fustel Coulanges, 75005 Paris, France, a transféré l'intégralité des 1.487 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Dominique SCIAMMA, avec adresse au 13, rue de l'aqueduc, 75010 Paris, France, qui les acquiert;
- l'associé Cyrille COUADOU, avec adresse au 612, Batterie de Villy, 1918 La Tzoumaz, Suisse, a transféré 263 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Dominique SCIAMMA, précité, qui les acquiert;
- l'associé Nicolas LAPOMARDA, avec adresse au 24, Traverse des Loubets, 13011 Marseille, France, a transféré 475 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Dominique SCIAMMA, précité, qui les acquiert;
- l'associé Dominique SCIAMMA, précité, a transféré 4 parts sociales qu'il détient dans la Société à Mark LEVY, avec adresse au 23915 SE, 8th Place, WA 98075 Sammamish, Etats-Unis, qui les acquiert;
- l'associé Cyrille COUADOU, précité, a transféré 51 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Mark LEVY, précité, qui les acquiert;
- l'associé Arthur DAGARD, avec adresse au 32, Boulevard de la Marne, 94130 Nogent-sur-Marne, France, a transféré 160 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Mark LEVY, précité, qui les acquiert;
- l'associé Guillaume JOUANNET, avec adresse au 30, rue Breguet, 75011 Paris, France, a transféré 160 parts sociales qu'il détient dans la Société à l'associé Mark LEVY, précité, qui les acquiert.

Suite à ces transferts de parts sociales:

- l'associé Cyrille COUADOU, précité, détient 1.349 parts sociales;
- l'associé Nicolas LAPOMARDA, précité, détient 2.500 parts sociales;
- l'associé Dominique SCIAMMA, précité, détient 2.346 parts sociales;
- l'associé Arthur DAGARD, précité, détient 2.965 parts sociales;
- l'associé Guillaume JOUANNET, précité, détient 2.965 parts sociales;
- l'associé Mark LEVY, précité, détient 375 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013074932/33.

(130092952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Apolonie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 136.868.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074788/10.

(130092570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Apolonie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 136.868.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 2013.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Norbert SCHMITZ, domicilié au 16, rue Eugène Wolff, L-2736 Luxembourg, et les sociétés ARCHON Sarl, ayant son siège social au 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, FMS SERVICES S.A., ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg et S.G.A. SERVICES S.A., ayant son siège social au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Monsieur Eric HERREMANS adresse professionnelle au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans

Madame Sophie CHAMPENOIS, née le 4 septembre 1971 à Uccle (B), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, est nommée représentant permanent pour la société S.G.A. SERVICES S.A. et Monsieur Dominique MOINIL, né le 28 décembre 1959 à Namur (B), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg est nommé représentant permanent pour la société FMS SERVICES S.A.

Pour la société

APOLONIE S.A.

Référence de publication: 2013074789/21.

(130092649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

ARE Deichtor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 163.238.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 9 janvier 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 février 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013074790/13.

(130092391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Arkadia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 131.367.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074792/10.

(130092337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Arietis Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 146.781.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2013.

Peter Geylen
Administrateur

Référence de publication: 2013074791/13.

(130092664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Arkadia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 131.367.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074793/10.

(130092339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Regency Bidco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.140.

Suite aux résolutions du directoire en date du 7 juin 2013 de la Société les décisions suivantes ont été prises:

- Démission de l'administrateur suivant à compter du 7 juin 2013:

Monsieur Robert van 't Hoeft, né le 13 janvier 1958 à Schiedam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Nomination par cooptation de l'administrateur suivant à compter du 7 juin 2013 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013:

Madame Nathalie Chevalier, née le 2 mars 1977 à Kapellen, Belgique, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le directoire de la Société est comme suit:

- Patrick van Denzen, administrateur;

- Nathalie Chevalier, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick van Denzen
Administrateur

Référence de publication: 2013075243/21.

(130092520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

Artemis Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 160.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074794/10.

(130092306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

52686656 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 166.109.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions de l'actionnaire unique prises en date du 15 mai 2013 que:

(1) la société PricewaterhouseCoopers S.à r.l., commissaire de la Société a été révoqué de sa fonction, avec effet immédiat.

(2) La société Luxembourg Accountants, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 54 rue de la Forêt, L-1534 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B169333, a été nommée Commissaire de la Société et ce jusqu'au 15 mai 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 juin 2013.

Référence de publication: 2013074738/16.

(130091375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

Vis Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.842.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 04 juin 2013 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission, avec effet au 25.03.2013, de l'actuel réviseur d'entreprise, à savoir HRT Révision S.à r.l., ayant son siège social au 136 rue du Kiem, L8030 Strassen, Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 51 238;
- De nommer comme nouveau réviseur d'entreprise, avec effet immédiat au 25.03.2013 la société «FPS Audit S.à r.l.» ayant son siège social au 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 159 674;
- De fixer l'échéance de son mandat, à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE S.A.
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013074715/21.

(130091165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.
